



Rapport d'évaluation d'impact du programme de microfinance de VAHATRA, Madagascar

Mars 2024

Nina Filipkowski¹, Delphine Boutin², Adrien Cascarino³

¹ Doctorante, Université de Bordeaux, France

² Maître de Conférence, Université de Bordeaux, France

³ Co-directeur, ATIA, France

Synthèse

Contexte. Le microcrédit, bien que largement utilisé depuis les années 80 pour combattre la pauvreté, suscite des critiques quant à son efficacité durable, en raison du risque de surendettement et des résultats mitigés sur le revenu et la pauvreté à long terme. Les institutions de microfinance, souvent axées sur les prêts, cherchent à atteindre un double objectif : réduire la pauvreté tout en restant autosuffisantes, mais cette réussite est modérée. À Madagascar, où les fraudes dans le secteur de la microfinance sont en augmentation, le manque d'alternatives de financement fragilise les ménages vulnérables, malgré la prédominance du micro-entreprenariat. Parallèlement, le microcrédit a été promu comme moyen d'autonomiser économiquement les femmes, mais ses effets varient, et des obstacles persistent, tels que les inégalités préexistantes sur le marché du travail et des normes sociales leur étant défavorables. Bien que le microcrédit puisse potentiellement améliorer l'autonomie financière et le pouvoir de négociation des femmes, des défis subsistent, tels que la charge des tâches domestiques et la possibilité de contrôler leurs revenus, pouvant entraîner des effets pervers et aggraver leur situation dans certains cas.

Méthodologie d'évaluation. La question de recherche développée dans ce rapport est l'évaluation de l'impact du programme de microcrédit de VAHATRA sur l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires et de leurs familles, ainsi que sur l'émancipation des femmes. VAHATRA a été choisie pour cette étude car il s'agit de la plus grande Institution de Micro-Finance (IMF) accompagnée par ATIA avec plus de 17 000 emprunteurs en 2022. Le programme de VAHATRA comprend des services de prêts, d'épargne, et d'assurance santé avec la possibilité pour les familles les plus vulnérables de bénéficier d'un accompagnement psycho-social. Afin d'évaluer rigoureusement l'efficacité du microcrédit, deux phases de collecte de données ont été menées auprès d'un groupe de traitement (des bénéficiaires de VAHATRA) et d'un groupe de contrôle (des individus sans microcrédit mais étant de potentiels clients) à 16 mois d'intervalle. Il s'agit de la méthodologie de la Double Différence utilisée en évaluation d'impact lorsque la mise en place d'un essai contrôlé randomisé n'est pas possible. La première vague d'enquête a été réalisée en mai 2022. Nina Filipkowski, doctorante, a pu effectuer une mission en avril 2022 pour former les enquêteurs et suivre la collecte de données. La deuxième vague d'enquête a été effectuée en septembre 2023. Pour les deux vagues d'enquête, la collecte de données a été réalisée par IISS-ONG, une organisation spécialisée dans la conduite d'enquêtes terrain à Madagascar. 15 enquêteurs et 2 superviseurs ont été recrutés par IISS et formés par Nina Filipkowski. 1006 bénéficiaires et 503 individus témoins ont été enquêtés.

Résultats.

- Le microcrédit favorise les activités génératrices de revenus, améliorant le chiffre d'affaires des AGR et le nombre d'employés.
- Les prêts sont bien utilisés de manière productives et injectés dans le développement des AGR.

- Il existe également un effet positif sur la régularité de l'épargne et la capacité à payer des dépenses de santé importantes, notamment grâce à l'épargne obligatoire et la mutuelle santé de VAHATRA. Cependant, ces effets sont temporaires puisque les bénéficiaires ne perpétuent pas ces comportements d'épargne et perdent l'accès à une assurance santé formelle lorsqu'ils arrêtent de prendre un crédit.
- 20% des bénéficiaires qui arrêtent leur crédit le font parce qu'ils sont devenus financièrement indépendants et aspirent à ne plus dépendre du microcrédit. Ils peuvent soit utiliser leurs ressources propres ou ont eu de nouvelles sources de revenus (autre que le crédit) pour les aider à financer leur activité. Ces micro-entrepreneurs ont en moyenne un meilleur niveau de vie 16 mois après par rapport à ceux qui ont arrêté leur prêt pour d'autres raisons.
- Le microcrédit a aussi un effet positif sur la scolarisation des enfants.
- En termes de diagnostic genre, les femmes sont désavantagées sur les titres de propriété et les normes de genre, avec des violences conjugales présentes et souvent banalisées.
- En termes d'effets sur le genre, **le microcrédit a un effet positif sur l'autonomisation financière des femmes** : l'accès à une AGR réduit leur dépendance financière vis-à-vis de leur mari et peut être un levier de résilience lorsque les femmes subissent des violences conjugales.
- Pour la majorité des bénéficiaires en couple, **la décision de création ou d'extension de l'AGR s'est faite de manière conjointe entre l'emprunteur et son conjoint**. L'hypothèse est que l'augmentation des ressources grâce aux AGR des emprunteurs rend les enjeux plus importants et incite les couples à plus et/ou à mieux communiquer.
- **L'accès au microcrédit ne modifie pas les normes de genre, mais** les femmes prenant l'initiative de prendre un microcrédit ont quand même tendance à avoir des normes de genre plus flexibles et plus égalitaire que les femmes sans microcrédit. Il est donc possible que des normes flexibles favorisent l'accès au microcrédit.
- L'étude n'indique pas d'effets négatifs sur la santé psychologique des femmes ni sur les perceptions des violences conjugales. En revanche, l'augmentation des responsabilités et des charges liées au microcrédit a un effet négatif sur leur implication au sein de la communauté, un effet qui disparaît après plusieurs microcrédits.

Table des matières

Synthèse	2
Introduction.....	5
1. État de la recherche sur les impacts de la microfinance	5
1.1. Impact de la microfinance sur la pauvreté.....	5
1.2. Impact de la microfinance sur l'autonomisation économique des femmes	7
2. Contexte de l'étude.....	8
2.1. Contexte de la pauvreté à Madagascar	8
2.2. Présentation des activités de VAHATRA	10
2.3. Partenaires et motivations de l'étude	11
3. Évaluation d'impact.....	13
3.1. Données et statistiques descriptives	13
3.2. Méthodologie d'évaluation	16
Stratégie économétrique.....	16
3.3. Résultats.....	19
Caractéristiques des AGR	19
Problème de remboursement.....	23
Impacts sur le niveau et les conditions de vie du micro-entrepreneur et de sa famille.....	24
Chiffre d'affaires et dépenses familiales.....	27
Impacts subjectifs du microcrédit	28
Que deviennent les entrepreneurs qui quittent le programme de microcrédit ?.....	30
Impacts sur l'autonomisation économique des femmes	31
Une émancipation aussi des hommes ?.....	36
4. Conclusions et discussions	37
Annexe.....	39
Bibliographie	53

Introduction

En bref :

- Efficacité du microcrédit mitigée dans la littérature : malgré son utilisation répandue depuis les années 80, le microcrédit fait l'objet de critiques quant à son efficacité à long terme pour sortir de la pauvreté, en raison du risque de surendettement et d'échec des projets.
- Diversification des services financiers : les institutions de microfinance élargissent leurs services avec des produits d'épargne, d'assurance et des formations, visant à répondre de manière plus complète à la pauvreté
- Autonomisation des femmes : les femmes sont souvent ciblées dans les programmes de microcrédit en raison de leur capacité de remboursement et de leur vulnérabilité économique. Bien que le microcrédit puisse améliorer leur autonomie financière, il ne garantit pas toujours une amélioration durable de leurs conditions de vie.
- Défis persistants à Madagascar : Malgré la présence généralisée des institutions de microfinance à Madagascar, les ménages vulnérables rencontrent toujours des obstacles pour accéder au crédit, à l'épargne et à la protection sociale, impactant directement leurs conditions de vie.

1. État de la recherche sur les impacts de la microfinance

1.1. Impact de la microfinance sur la pauvreté

Bien que très répandu depuis les années 80 et conçu pour surmonter les défaillances du marché du crédit, l'efficacité du microcrédit en termes de lutte contre la pauvreté est régulièrement remise en cause (Banerjee, Karlan, et al., 2015; Guérin et al., 2015; Morduch, 1999, 2020). Les principales critiques ont notamment trait au caractère non durable de cette sortie de la pauvreté car malgré l'inclusion financière, le risque de surendettement et d'échec des projets d'activités génératrices de revenu sont très présents. Les résultats de la majorité des évaluations d'impact sur le microcrédit montrent que l'octroi de micro prêts n'a pas eu d'effets transformateurs sur le revenu, la consommation et la pauvreté à long terme en moyenne (Angelucci et al., 2015; Attanasio et al., 2015; Banerjee, Duflo, et al., 2015; Bédécarrats et al., 2019; Crépon et al., 2015; Gubert & Roubaud, 2011; Imai & Azam, 2012; Kabeer, 2019; Meager, 2019). Les premiers programmes de microcrédit considéraient l'entrepreneuriat comme un moyen potentiel de sortir de la pauvreté en supposant que les individus restaient pauvres en grande partie à cause d'un manque de capital. La solution était donc d'offrir de petits prêts qui auraient des rendements élevés et entraîneraient une augmentation de la richesse pour les emprunteurs. Cette idée repose cependant sur l'hypothèse que les pauvres possèdent des connaissances commerciales suffisantes donc les programmes ont mis l'accent sur l'offre de capital uniquement. Ces mythes sont maintenant déconstruits. Ainsi, il serait erroné de considérer les

individus pauvres comme des entrepreneurs en puissance n'ayant d'autres besoins que celui d'un coup de pouce financier. (Duflo, 2010) explique que « la vision du monde de Muhammad Yunus⁴ est profondément optimiste : selon lui, chacun de nous est un entrepreneur en puissance. La lutte contre la pauvreté n'a pas besoin de charité : il suffit de créer les bonnes opportunités que les pauvres sauront saisir pour faire croître leur entreprise et rembourser emprunts et intérêts. Ce message est très séduisant : il semble dévoiler les clés d'une richesse humaine cachée qu'un produit financier bien fait débloquerait. ».

L'autre fonctionnement des institutions de microfinance est de pratiquer des taux d'intérêt élevés pour être autosuffisantes et couvrir les risques de défaut de remboursement. Ces institutions ont donc la volonté d'atteindre un double objectif, celui de réduire la pauvreté et de rester autosuffisante en même temps. Ces dernières années ont vu une diversification des produits de microfinance, notamment avec des services d'épargne et d'assurance et des formations pour répondre davantage au caractère multidimensionnel de la pauvreté plutôt que son simple aspect monétaire.

La réussite de l'atteinte de ce double objectif est modérée. Le microcrédit a un impact plus souvent positif que négatif sur la vie des pauvres mais il varie et est souvent mitigé. Les effets de ces services financiers sur les principaux indicateurs de pauvreté économique tels que les revenus, les actifs ou les dépenses sont faibles et incohérents. Il n'existe pas non plus de preuves solides d'amélioration des indicateurs sociaux ou des indicateurs de santé. En revanche les services d'épargne semblent avoir des effets positifs certes toujours faibles mais beaucoup plus constants pour les personnes pauvres et comportent moins de risque pour les clients que le crédit (Duvendack et Mader 2019).

A Madagascar, dans un contexte de multiplication des institutions de microfinance et d'augmentation des fraudes, le cadre réglementaire de la microfinance est en cours d'évolution depuis quelques années. Le gouvernement a promulgué en 2018 une nouvelle loi visant à assainir le secteur et à renforcer son contrôle. La défiance installée envers les institutions de microfinance a fragilisé les ménages vulnérables, qui disposent de très peu d'alternatives pour financer leurs micro-activités. Madagascar a l'un des taux d'inclusion financière les plus bas dans le monde. En 2017, 10% des personnes âgées de 15 ans et plus avaient un compte dans une institution financière. Ce groupe est passé depuis à 14 pour cent, dont 28 pour cent utilisent Internet ou un téléphone portable pour effectuer des paiements, des achats et des transferts de fonds à d'autres personnes (Global Findex (2021)). Dans le groupe qui reste non bancarisé, les principales raisons invoquées sont l'insuffisance de fonds (68%), la distance par rapport aux banques (52%), le manque de documents nécessaires (50%) et les frais élevés des services financiers (47%). Le micro-entrepreneuriat est parallèlement très répandu car 80% à 93% de la population vit de l'exercice d'activités économiques indépendantes (INSTAT, s. d.). Pour ces micro-entrepreneurs, la saisonnalité des revenus rend nécessaire l'accès au crédit pour l'acquisition de stocks et le financement de leur production. Les maladies et les événements sociaux comme les mariages, les enterrements et les rites sont également fort consommateurs de trésorerie au sein des ménages et les conduisent aussi à emprunter pour maintenir ou relancer

⁴ (Yunus, 1998)

leurs activités génératrices de revenus. Le manque d'accès au crédit, à l'épargne et à la protection sociale peut *de facto* avoir impact direct sur les conditions de vie des ménages vulnérables, au-delà de leurs capacités à investir dans leurs activités (par exemple loyers impayés, carences nutritives, enfants déscolarisés, etc).

1.2. Impact de la microfinance sur l'autonomisation économique des femmes

Au cours des deux dernières décennies, nous avons assisté à une explosion de la recherche sur le thème de l'autonomisation des femmes et de ses dimensions connexes. En effet, on observe souvent plus de femmes dans les programmes de microcrédit. D'abord parce que les IMF ciblent souvent les femmes. Dès le début, Muhammed Yunus a reconnu l'importance des femmes dans la lutte contre la pauvreté mais au Bangladesh, les normes culturelles, notamment la restriction de la mobilité des femmes et de leurs interactions sociales, rendaient difficile l'approche de client potentielles pour leurs activités. Lorsque la Grameen Bank a démarré la plupart des emprunteurs étaient des hommes, 44% des clients seulement étaient des femmes (Yunus 1983). Aujourd'hui, avec la diminution de ces pratiques culturelles et la croissance de la banque, 95% des clients de la Grameen Bank sont des femmes. Une autre idée est que les emprunteurs féminins représentent un moindre risque de crédit car elles sont moins mobiles et plus « disciplinées » que les hommes et présentent des taux de remboursement plus élevés (Aghion et al., 2007) donc cibler les femmes peut être une stratégie pour optimiser les remboursements (D'Espallier et al., 2011).

Un autre argument pour cibler des femmes est qu'elles sont dans une situation de plus grande vulnérabilité parce qu'elles ont des opportunités limitées par rapport aux hommes et subissent des inégalités préexistantes sur le marché du travail et le marché du crédit. Elles ont tendance à avoir des niveaux plus faibles de capital humain, des stocks plus faibles de capital physique, à se concentrer dans des AGR peu performantes et à avoir moins accès aux services financier (Aterido et al., 2011 ; Mead et Liedholm, 1998 ; Bardasi et al., 2011). A Madagascar, Nordman et Vaillant (2014) montrent que les femmes sont concentrées sur les AGR à faible productivité, dans les emplois indépendants, dans le secteur informel et dans les activités de subsistance. Ils montrent aussi que les entreprises appartenant à des femmes se développent plus lentement et ont un niveau de profit et de productivité plus faibles que les hommes.

Les évaluations d'impact du microcrédit sur l'empowerment/l'autonomisation/l'émancipation des femmes montrent des effets également mitigés et nuancés en fonction des programmes et des contextes. L'offre de microfinance peut représenter un levier important d'émancipation et d'amélioration de la place des femmes dans la société. Le microcrédit aide les femmes à améliorer leur capacité à gagner des revenus qui devrait améliorer leur situation et celle de leur famille en créant un revenu stable et en brisant le cycle de la pauvreté (Johnson 2016). Le contrôle des ressources financières par les femmes grâce à l'accès au microcrédit devrait aussi se traduire par une plus grande autonomie financière et un plus grand pouvoir de négociation au sein du ménage (Guérin et al. 2010; Kulkarni 2011 ; Mayoux 1999). On pourrait s'attendre aussi à ce que le microcrédit influence les normes sociales par le biais de l'émancipation des femmes, notamment en changeant les perceptions sur la place des femmes au sein du foyer et leur rôle en tant que pourvoyeuses de ressources financières dans le ménage.

Néanmoins, le financement des AGR des femmes ne garantit pas forcément l'amélioration de leur condition, ni la réduction des inégalités. D'autres freins existent tels que le poids de leurs charges domestiques ou la possibilité de contrôler leurs revenus. Des effets pervers (surcharge de travail ; captation de ressources ; violences conjugales) peuvent même apparaître et, dans certains cas, aggraver leurs situations.

2. Contexte de l'étude

En bref :

- **Pauvreté persistante à Madagascar** : Le pays reste parmi les dix plus pauvres au monde, avec 75,2 % de sa population vivant dans la pauvreté en 2022. Cette situation est exacerbée par la pandémie de COVID-19, les cyclones, l'exode rural et la faible accumulation de capital humain, contribuant à la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.
- **Microfinance comme outil de lutte contre la pauvreté** : La microfinance est largement répandue à Madagascar, avec 15 institutions de microfinance membres de l'APIMF. Parmi celles-ci, l'IMF VAHATRA se distingue en offrant des services financiers et non financiers, avec pour objectif l'amélioration durable des conditions de vie des familles pauvres.
- **Partenaires et motivations de l'étude** : Le projet de recherche est mené en collaboration avec VAHATRA, l'Université de Bordeaux, ATIA et l'IISS ONG.

2.1. Contexte de la pauvreté à Madagascar

Madagascar reste un pays parmi les dix pays les plus pauvres au monde. En 2022, 75,2 % de la population nationale était pauvre : 79,9 % dans les zones rurales et 55,5 % dans les zones urbaines (World Bank 2024)⁵. Alors que la pauvreté rurale a légèrement diminué au cours de la décennie, dans la capitale, il n'y a pas de différence entre le taux de pauvreté de 2012 et celui de 2022, elle a même augmenté de manière significative dans les autres zones urbaines, tirées par les villes secondaires, passant de 42,2% en 2012 à 55,5% en 2022. La croissance de la pauvreté en milieu urbain peut être expliquée par divers facteurs, notamment la diminution des opportunités économiques, la détérioration de l'environnement des affaires et le manque d'investissement dans l'éducation, la santé et les infrastructures. La pandémie de COVID-19⁶ et une série de cyclones ont accentué cette situation en entraînant des pertes d'emploi et une augmentation de l'insécurité alimentaire, en particulier dans le Grand Sud. Parallèlement, l'exode rural motivé par l'extrême pauvreté, la forte fécondité et la vulnérabilité aux chocs, a

⁵ Le seuil de pauvreté national actualisé est estimé à 1 477 565 MGA (335,81 \$) par personne et par an. Ce seuil de pauvreté représente le coût des besoins de base : il couvre le coût d'un panier de consommation de base pour atteindre un apport de 2133 kcal par jour, et une petite quantité de fonds supplémentaires pour les articles non alimentaires, tels que le logement. 75,2 % des Malgaches ne voient pas le coût de leurs besoins de base couvert, ce qui signifie qu'ils ne pourraient pas s'offrir ce panier en 2022 et sont donc considérés comme pauvres.

⁶ La pauvreté a augmenté de 2,5 % pendant la pandémie de COVID-19 (World Bank, 2024).

contribué à aggraver le problème. Puis, la faible accumulation du capital humain a empêché les individus de sortir de la pauvreté grâce à des emplois plus productifs et mieux rémunérés. La vulnérabilité des enfants est extrêmement élevée, avec une forte prévalence de la malnutrition infantile (39,8 % de retard de croissance), le travail des enfants et des taux élevés de mariages précoces et de grossesses chez les adolescentes, contribuant ainsi à la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. La plupart des individus travaillent dans l'agriculture de subsistance à faible rendement, où 90 % des ménages sont pauvres. La faible productivité agricole et le manque de services de base maintiennent 8 ruraux sur 10 dans la pauvreté. L'agriculture est l'épine dorsale de l'économie de Madagascar (70 % de l'emploi total), mais sa part dans les exportations totales (37 %) et le PIB (29 %) est relativement faible (World Bank, 2024). Le contexte politique est instable et plusieurs crises⁷ ont eu un impact négatif lourd sur le développement socio-économique du pays. Madagascar est même caractérisé par une trajectoire économique récessive depuis son indépendance. Razafindrakoto et al. (2018) caractérise l'économie malgache par une « énigme » (une tendance de long terme à la récession économique depuis 1950) et un « paradoxe » (à chaque fois qu'un cycle de croissance économique est enclenché, une crise politique majeure vient l'interrompre). Les raisons de cette « contre-performance » de l'économie malgache sont expliquées en partie par la structuration de la société malgache, statutaire et hiérarchique, et par la persistance de nombreux clivages sociaux (distinctions sociales, défiances interpersonnelles) et territoriaux (coupure ville et campagne, développement des régions inégal, monocéphalie de la capitale) (Razafindrakoto et al., 2018). L'investissement du pays dans l'assistance sociale est l'un des plus faibles au monde. Le pays n'a alloué que 0,3 % de son PIB aux dépenses liées aux filets de sécurité sociale, contre une moyenne de 1,2 % en Afrique subsaharienne (UNICEF, 2018, 2023 ; World Bank, 2023) et à peine plus que les 0,26 % de 2019. Le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID), qui est responsable des dépenses d'assistance sociale, est presque entièrement financé par l'aide publique au développement, avec une contribution limitée de 16 % de l'État. Cette dépendance à l'égard du financement externe entraîne des variations importantes des dépenses d'une année à l'autre et un faible niveau de priorité de l'assistance sociale (World Bank, 2024).

La microfinance y est très présente. En 2020, les membres de l'APIMF (l'Association professionnelle des IMF) comptaient 15 IMF qui disposent de 680 points de service, couvrant 101 districts des 22 régions. 609 milliards MGA ont été octroyés en 2020 pour 837 643 de crédits octroyés (APIMF, 2020). L'IMF VAHATRA a la particularité de proposer des services non financiers, notamment avec son programme d'accompagnement familial et sa mutuelle de santé. Par son programme intégré alliant à la fois services sociaux et services économiques, services financiers et services non financiers, VAHATRA a pour objectif de proposer des solutions globales et de long terme aux familles partenaires et de réduire leur niveau de pauvreté. VAHATRA a débuté son intervention dans la commune urbaine d'Antsirabe de la région Vakinankaratra, de 2008 à 2010. Elle a densifié progressivement son portefeuille dans cette région avec l'extension progressive de branches dans Antanifotsy, Ambohimandroso, Ambatolampy. Puis, depuis 2017, elle s'est étendue dans la région d'Itasy (Faratsiho, Soavinandriana, Miarinarivo et Arivonimamo).

⁷ Suspension de l'aide extérieure, méfiance des investisseurs potentiels, stagnation de l'économie et régression du revenu par habitant, corruption et insécurité.

2.2. Présentation des activités de VAHATRA

VAHATRA a pour objectif principal « l'amélioration durable des conditions de vie des familles pauvres », en ciblant prioritairement des familles vivant avec moins de 2,15 dollars par jour et par personne et répondant à des critères socio-économiques et sanitaires établis par un outil de catégorisation sociale appelé « photo de famille ». 69% de femmes composent sa clientèle. Elle cible les activités agricoles et d'élevage (70% du portefeuille) et les activités liées aux services et au commerce (23%). En 2022, VAHATRA compte environ 17 000 d'emprunteurs, répartis en 36 points de services (22 agences et 14 sous-agences). Les prévisions effectuées par VAHATRA établissent que le nombre total d'emprunteurs à horizon 2025 sera d'environ 26000 bénéficiaires.

VAHATRA propose à ces bénéficiaires les services suivants:

- Le microcrédit: Les prêts, destinés au financement des activités génératrices de revenus, sont consentis sans aucune garantie matérielle et sans constitution d'une épargne préalable, ce qui permet aux personnes vulnérables d'accéder à ce service. Les premiers prêts sont plafonnés à 46 € par emprunteur et la durée moyenne s'élève à 7 mois avec des remboursements hebdomadaires pour les activités de commerce et remboursement mensuel et in fine pour les activités de culture et d'élevage.
- Une formation emprunteur: cette formation vise à apporter aux bénéficiaires de prêts des conseils pratiques destinés à améliorer la gestion de leur activité (tenue de comptes, gestion du budget familial, etc.), afin d'assurer le succès de leur entreprise.
- Un accompagnement social: L'accompagnement social permet d'apporter des réponses concrètes à des familles qui expriment, des difficultés liées à la santé, à l'éducation, aux documents administratifs, au revenu ou encore des problèmes psychosociaux (problèmes de violences conjugales, de scolarisation des enfants, d'accès à la contraception, d'absences de documents administratifs etc.). Il s'agit principalement d'activités de suivi individuel de familles à domicile, de permanences sociales, d'ateliers avec les enfants et les adolescents, d'ateliers d'éveil pour les mamans et leur plus jeune enfant, des séances d'animation et de sensibilisation portant sur des thèmes sociaux.
- Une mutuelle de santé: Le service de mutuelle de santé a pour objectif d'apporter une solution financière en cas d'hospitalisation au sein des familles emprunteuses. La mutuelle offre différents types de services aux adhérents tels que : la prise en charge des frais d'hospitalisation, le référencement et l'accompagnement et le suivi de l'hospitalisation. L'adhésion est à caractère obligatoire pour tous les bénéficiaires de VAHATRA et elle est de type familial et non individuel. Le ou la conjoint(e) et enfants de moins de 18 ans seront couverts par la mutuelle qui prend en charge les frais d'hospitalisation en fonction des pathologies et des plafonds définis dans les conventions avec les structures sanitaires.

2.3. Partenaires et motivations de l'étude

VAHATRA

VAHATRA est l'agence de microcrédit au sein de laquelle est effectuée l'évaluation. Les personnes impliquées dans le projet de recherche sont la Directrice adjointe du secteur économique et le responsable de développement.

L'Université de Bordeaux

Le laboratoire Bordeaux Sciences Economiques (BSE) conduit des recherches en économie du développement et a de nombreux partenariats et collaborations pour des projets de recherche-action intégrant des évaluations d'impacts de programme dans les pays en développement. Les chercheurs de BSE sont les investigatrices principales de ce projet de recherche, et conduisent les analyses quantitatives et la rédaction des documents scientifiques qui découlent de cette étude.

ATIA

ATIA est une ONG française créée en 2008 qui a appuyé VAHATRA dans sa création et son autonomisation progressive. ATIA a pour objectif de renforcer les capacités des populations les plus défavorisées à améliorer par elles-mêmes leurs conditions de vie. Récemment ATIA a mis en place d'importantes collectes de données pour suivre au plus près l'évolution de ses activités. Dans le cadre de cette stratégie, ATIA développe des partenariats avec le milieu de la recherche en économie du développement, afin de se doter d'outils d'analyse de ces données, et de conception de méthodes d'expérimentation afin de mieux appréhender l'efficacité de ses programmes mis en place. Ainsi, l'Université de Bordeaux a déjà collaboré avec ATIA pour évaluer l'impact de la mise en place d'un programme de mutuelle de santé au Burkina Faso. Dans le cadre de cette enquête ATIA a un rôle de supervision de la collecte et de communication entre les chercheurs de l'Université de Bordeaux et les responsables de VAHATRA.

IISS ONG

L'Institut International des Sciences Sociales – ONG est une organisation non gouvernementale créée en 2018. Sa mission est de contribuer à une société malagasy où les conditions de vie sont améliorées et les individus s'épanouissent dans tous les domaines grâce à une recherche de qualité, pertinente, partagée et valorisée et qui se concrétise en action. IISS-ONG a de multiples objectifs : développer et valoriser l'enseignement et la recherche à Madagascar, encourager et soutenir la recherche scientifique, valoriser et communiquer les résultats des travaux de recherche, favoriser la communication entre chercheurs étrangers et locaux, favoriser les recherches sur Madagascar et à Madagascar, développer la communication entre l'IISS et les institutions de recherches à Madagascar et à l'étranger, mener des projets de développement en faveur des populations vulnérables, pauvres et/ou défavorisées. Depuis sa création, IISS-ONG

a participé à plusieurs études d'impacts, d'évaluation et de prospective. Elle est responsable est des collectes de données pour cette étude.

3. Évaluation d'impact

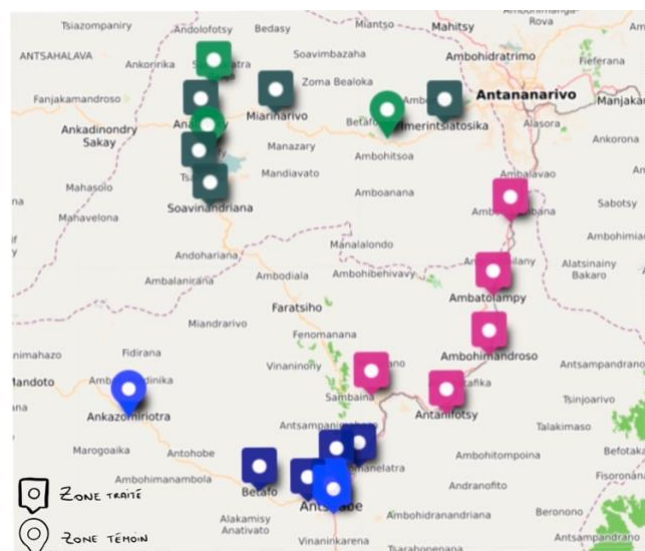
3.1. Données et statistiques descriptives

En bref :

- Enquêtes au sein de 22 agences de VAHATRA dans les régions de Vakinankaratra et Itasy.
- Baseline en mai 2022 et endline en septembre 2023, sur un échantillon de 2056 individus.
- 69% de l'échantillon sont des femmes.
- 57% de bénéficiaires en zone rurale.
- Méthodologie de Double Différence avec groupe de traitement et groupe de contrôle.

Données générales. Les données de cette étude ont été collectées dans 22 agences de VAHATRA situées dans la région de Vakinankaratra et d'Itasy à Madagascar (Figure 1). La première collecte de données a été réalisée en mai 2022 auprès de 2 056 individus résidant dans 19 communes différentes (1337 traités et 719 contrôles). La deuxième collecte de données a été réalisée 16 mois après, en septembre 2023 avec un taux d'attrition de 15% pour les traités et de 22% pour les contrôles (1006 traités et 503 contrôles)⁸. Les données ont été collectées par une équipe d'enquêteurs de l'Institut Internationales des Sciences Sociales de Madagascar, une ONG spécialisée dans la collecte de données quantitatives à Madagascar⁹. 57% des bénéficiaires de VAHATRA participant à l'étude sont en zone rurale et 40% travaillent dans le secteur agricole. Les zones de contrôles sont exclusivement rurales. L'ethnie Merina représente la moitié de l'échantillon. 62% des micro-emprunteurs de VAHATRA sont propriétaires de leur terrain.

Figure 1. Zones d'enquête



⁸ L'attrition est due principalement à des déménagements, l'absence des participants à cause de fêtes traditionnelles, des refus de répondre à l'enquête par manque de temps ou par mécontentement ou à des enquêtés introuvables et injoignables au moment de l'enquête.

⁹ L'ONG a pour mission de « contribuer à une société malagasy où les conditions de vie sont améliorées et les individus s'épanouissent dans tous les domaines grâce à une recherche de qualité, pertinente, partagée et valorisée et qui se concrétise en action »

Méthode d'échantillonnage. Les agences traitées ont été sélectionnées au sein des 45 agences de VAHATRA selon le nombre d'emprunteurs et l'accessibilité en voiture des zones d'enquête. Deux types d'emprunteurs composent ce groupe : des emprunteurs ayant obtenu pour la première fois un microcrédit au sein de VAHATRA entre janvier et avril 2022, tirés au sort sur les listes d'emprunteurs fournis par l'institut de microfinance et des emprunteurs ayant obtenu un troisième prêt entre ces mêmes dates, également tirés au sort.

Le questionnaire a aussi été administré à des bénéficiaires potentiels pour créer un contrefactuel (groupe de contrôle) d'individus sans microcrédit. Les zones contrôles sélectionnées sont des fokontany (quartiers) où VAHATRA n'est pas encore implantée et où il existe très peu d'institution de microfinance mais dans lesquelles VAHATRA compte s'étendre au cours des années 2024 et 2025. Les zones d'intervention de VAHATRA sont bien délimitées par Fokontany, une personne voulant faire un prêt mais n'habitant pas dans un Fokontany d'intervention ne pourra pas bénéficier du programme de microcrédit. Cela nous permet d'éviter les effets de contagion entre le groupe traité et le groupe contrôle. Pour les individus dans le groupe contrôle, les listes des habitants ont été fournis par les chefs de chaque Fokontany avec l'accord des autorités publiques locales. Pour identifier des bénéficiaires potentiels au sein de ces listes, les enquêteurs leur ont fait passer quelques questions préalables avant de continuer sur les autres modules du questionnaire : avoir entre 21 ans et 70 ans, faire une activité génératrice de revenu ou avoir la volonté d'en faire une, ne pas travailler pour le tribunal ou la police, ne pas avoir de microcrédit en cours et aucun membre de la famille ne doit avoir de microcrédit en cours. Ces critères sont rédhibitoires pour obtenir un prêt au sein de VAHATRA. Les individus auront potentiellement un microcrédit dans les prochaines années. Les zones contrôles sont exclusivement en zone rurale car il était impossible de trouver des zones urbaines sans la présence d'institution de microfinance. Le but étant de trouver des personnes sans microcrédit similaires aux bénéficiaires de crédit. Le tableau des caractéristiques de ces deux groupes est présenté en [annexe 1](#).

Calcul de puissance. Le choix du nombre d'enquêtés est basé sur plusieurs critères. La période d'étude est volontairement longue (16 mois) afin que les changements de comportement que nous souhaitons mesurer soient effectifs. Toutefois, les premiers prêts accordés durent généralement entre 3 et 7 mois, et environ 20% (estimation haute) des bénéficiaires d'un premier prêt ne demandent pas un deuxième prêt. Nous comptons sur un taux de déperdition finale de 40% (soit parce que les traités initiaux n'ont pas repris de microcrédit, soit parce que les contrôles ont pris un microcrédit au cours des 16 mois, soit par simple attrition). Ainsi, la taille d'échantillon attendue lors de la deuxième vague d'enquête est de 1 200 personnes. On passerait alors de 2000 personnes interrogées en mai/juin 2022 à 1 200 personnes interrogées en juillet/août 2023. Il s'agit d'une taille d'échantillon suffisante pour capter une augmentation de 11 points de pourcentage de l'indicateur de niveau de vie (calculé à partir de l'outil "photo de famille").

Échantillon finale. L'échantillon finale des 2056 individus a exclu les individus qui n'ont pas voulu répondre à l'enquête, les individus en zone contrôle qui ont obtenu un microcrédit au cours des 16 mois d'intervalle entre les deux enquêtes ou si un membre de leur ménage a obtenu un microcrédit.

Questionnaire. Le questionnaire pour l'évaluation du microcrédit aborde les éléments suivants :

- La section "1.Général" permet de collecter des caractéristiques générales sur l'individu, telles que ses caractéristiques démographiques et les caractéristiques de son ménage.
- La section "2.Socio-eco" permet de collecter des informations sur le niveau d'éducation, l'emploi exercé, et les transferts de fonds des enquêtés. Les informations collectées sont l'ethnie, la religion, la nationalité, le type et le niveau d'éducation, l'état de santé général, ainsi que les conditions de vie capturées par l'outil "photo de famille".
- La section "3.AGR" permet de collecter des informations sur la taille de l'AGR, le secteur d'activité, l'expérience et les caractéristiques de l'AGR, ainsi que des questions relatives à l'utilisation du microcrédit, aux montants des prêts accordés et à l'ancienneté dans les agences de microcrédit de VAHATRA.
- La section "4.Préférences pour les enfants" propose un jeu expérimental qui consiste à présenter plusieurs séries de biens afin d'évaluer les préférences pour les adultes ou les enfants en fonction du bien choisis par l'enquêté. Les biens sont imagés et représentent des objets ou des services de la vie quotidienne bien connu des participants (par exemple, un cartable, une bière, un goûter, une daba, etc). Cette partie n'est pas évalué dans ce rapport mais fait l'objet d'un article scientifique en cours de publication (Boutin et Filipkowski 2024).
- La section "5.Santé" permet de collecter des informations sur l'état de santé physique et émotionnelle de l'enquêté.
- La section "6.Genre" permet de comprendre le degré d'émancipation des femmes et des hommes à travers leurs rôles dans les prises de décisions au sein du ménage, les normes de genre et les violences domestiques. Ce module genre est posé aussi bien aux hommes qu'aux femmes.

Ethique. Le protocole de recherche de cette évaluation a été validé par le Comité Malgache d'Ethique pour les Sciences et les Technologies. La Directrice adjointe de Vahatra s'est jointe aux deux chercheuses pour présenter ce protocole devant le Comité au sein de l'Académie Malgache à Antananarivo en février 2023. Notre recherche garantit le consentement éclairé et volontaire des participants, en veillant à éliminer toute forme de pression lors de la collecte des données. Les enquêteurs sont formés pour s'assurer que les participants comprennent pleinement leur droit de refuser ou de se retirer de l'enquête sans conséquences négatives sur l'entretien ou leur microcrédit en cours. Les informations tels que le nom et prénom permettent de retrouver les enquêtés 1 an après. Nous avons donc besoin de les retrouver 1 an après afin de les interroger à nouveau lors d'une 2e vague d'enquête. La confidentialité des données est rigoureusement protégée, avec un accès restreint aux informations personnelles et une garantie d'anonymat des participants lors du traitement des données. Les données personnelles sont accessibles uniquement par BSE, tandis que VAHATRA n'aura accès qu'aux résultats agrégés. Le questionnaire a été créé de manière à éviter de provoquer un malaise ou une gêne. Le questionnaire a été travaillé avec les enquêteurs d'IISS, et administré en mai 2022 auprès de 2000 participants. Cette phase de test du questionnaire a été menée sur le terrain afin de valider la durée (40 min) du questionnaire et la compréhension des participants aux différentes

questions. Les sujets abordés sont concrets et pertinents pour la vie quotidienne des participants, et les enquêteurs veillent à ce qu'ils comprennent clairement les questions. La formation des enquêteurs a mis l'accent sur l'administration courtoise et efficace du questionnaire, ainsi que sur le respect des disponibilités des participants. Un protocole basé sur les recommandations rédigées par l'OMS sur les principes de sécurité et d'éthique à respecter lors de recherches sur les violences faites aux femmes (World Health Organization, 2003) a été mis en place pour aborder les questions sensibles liées au genre et aux violences, garantissant la sécurité et le bien-être des participants tout au long de l'enquête. Ce protocole « genre » à destination des enquêteurs et enquêtrices a également été construit avec l'agence VAHATRA. Il prend en compte les éléments suivants :

- Les questions relatives à la violence domestiques sont demandées sous forme indirecte, par exemple à l'aide de petites histoires sur la situation d'une femme fictive et de son mari pour éviter tout risque et gêne potentielle. Du temps libre a été laissé après la partie sur les violences pour que les enquêtés puissent échanger davantage sur le sujet si le besoin s'en fait sentir.
- Les enquêtés pourront à tout moment mettre fin à l'enquête ou passer les questions auxquelles ils ou elles refusent de répondre.
- Il est essentiel de respecter la confidentialité des entretiens pour garantir la sécurité des femmes et des hommes et la qualité des données. L'administration du questionnaire pour le module Genre ne se fera que lorsque les femmes et les hommes seront seules pour pouvoir aborder les différents sujets sans la pression d'une autre personne.
- Dans certains cas, parler de ce que les personnes vivent leur fait du bien. Toutefois, le fait d'évoquer des expériences angoissantes, humiliantes ou extrêmement douloureuses peut provoquer un choc émotionnel chez l'enquêté. Il peut arriver que certaines personnes enquêtées 'craquent' au cours d'un entretien mais demandent néanmoins à poursuivre après avoir eu un moment pour se ressaisir. Si l'impact des questions devient trop négatif il faut mettre fin à l'entretien.
- Si les enquêteurs sont dans le cas où l'enquêté est victime de violence il peut le/la remercier de lui avoir confié ses difficultés et lui rappeler qu'au sein de VAHATRA il y a des animatrices sociales qui peuvent l'aider et aider les autres personnes victimes de violences. VAHATRA a mis en place des heures de permanence sociale où les femmes et les hommes peuvent se rendre.

Les variables

Les indicateurs de résultats sur la pauvreté et l'émancipation des femmes et les variables de contrôles sont présentés en annexe ([Annexe 3](#)).

La photo de famille est détaillée dans ce lien : <https://reseau-pratiques.org/photo-de-famille-outil-de-categorisation-socio-economique/>.

3.2. Méthodologie d'évaluation

Stratégie économétrique

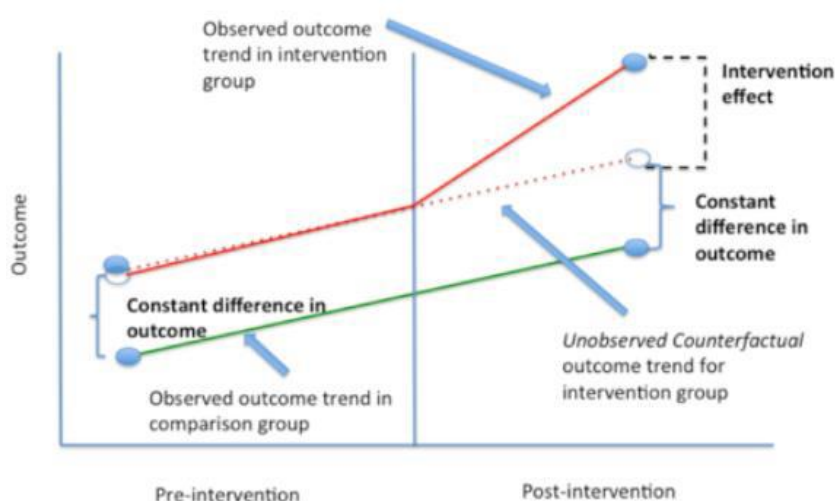
Nous cherchons à évaluer l'impact du microcrédit sur le niveau de pauvreté des micro-entrepreneurs et l'émancipation des femmes. Nous utilisons la méthodologie quasi-expérimentale de la double différence. Nous comparons un groupe de traitement avec un groupe de contrôle. L'objectif est d'estimer ce qui aurait été observé si le programme n'avait pas été mis en place, c'est-à-dire un contrefactuel. Ce contrefactuel doit être crédible, autrement dit, les individus non traités inclus dans l'analyse doivent être comparables à ceux du groupe de traités. Nous aurions pu faire une comparaison avant-après microcrédit sur le groupe de traités mais cela pose le problème de facteurs confondants qui faussent cette comparaison. En effet, des facteurs comme le développement local des villages, une politique publique ou un choc peuvent modifier la trajectoire réelle des individus qui participent au programme de microcrédit. Il faut donc prendre des individus témoins qui subiraient les mêmes facteurs afin d'isoler l'effet du microcrédit sur nos indicateurs de résultats. Nous aurions également pu comparer l'effet du traitement entre des traités et des non traités sans prendre en compte de dimension temporelle mais il existe un biais de sélection car le traitement dépend des caractéristiques des individus ce qui affecte aussi l'évolution des indicateurs de résultat et donc la réalisation du traitement.

L'hypothèse fondamentale de l'analyse d'impact est que le traitement de l'individu i n'affecte que lui-même et ne peut pas influencer la trajectoire des autres individus, autrement dit, le traitement n'a pas d'externalités positives ou négatives sur ceux qui ne sont pas traités. Cependant il existe de potentiels effets de contagion avec le microcrédit, par exemple le fait que des villages deviennent plus attractifs que d'autres en raison de la présence de microcrédit car les activités génératrices de revenus s'y développent plus mieux ou plus vite.

Pour capturer ces biais de sélection et les biais liés à la temporalité de l'étude, nous utilisons le modèle de double différence. Nous mesurons la différence des résultats entre les groupes de traités et de non traités avant et après le programme de façon à effectuer la différence des deux évolutions. En effet, le fait de faire une différence élimine les différences systématiques entre les deux groupes pour ne laisser que la différence du programme évalué. Cette méthodologie élimine l'évolution temporelle supposée identique pour les deux groupes et repose sur l'hypothèse que le groupe de traitement aurait évolué de la même manière que le groupe de contrôle en l'absence du traitement. Le résultat de cette double différence sera l'effet moyen du microcrédit sur l'ensemble de la population.

Cette méthode est utilisée lorsqu'on ne possède pas l'opportunité d'intervenir en amont du traitement pour assigner de manière aléatoire qui obtient un microcrédit ou pas et qu'on observe les groupes sur au moins deux périodes (pré et post traitement).

Figure 2. Explication de la méthodologie de la Double Différence



Source : <https://www.publichealth.columbia.edu/research/population health methods/difference difference estimation>

Nos données présentent certaines limites qui posent problème pour identifier l'effet causal du microcrédit sur la pauvreté et l'émancipation. D'abord il existe un effet de sélection car les bénéficiaires ont des caractéristiques particulières qui rendent impossible la comparaison stricte avec d'autres groupes, notamment les individus du groupe contrôle. Ils existent des caractéristiques observables différentes entre les deux groupes ([annexe 1](#)) mais aussi des différences sur des caractéristiques inobservables comme la volonté d'entreprendre, la personnalité etc. Les emprunteurs s'auto-sélectionnent pour participer au programme de microcrédit donc ils présentent potentiellement des caractéristiques différentes de ceux qui choisissent de ne pas se tourner vers le microcrédit. Nous contrôlons systématiquement les différences observables entre les traités et les contrôles. Ces différences sont contrôlées et atténuées par le fait que les contrôles sont sélectionnés pour remplir les critères de VAHATRA d'attribution de micro-crédit. Ce sont des bénéficiaires potentiels, mais habitant dans des zones n'ayant pas d'institutions de micro-crédit. Puis il existe une hétérogénéité des populations traitées. Il se peut qu'on ne trouve pas d'efficacité de l'intervention en moyenne pour tout l'échantillon mais uniquement sur des individus qui ont en commun une caractéristique particulière. Troisièmement, notre effet peut être faussé par des facteurs qui peuvent influencer à la fois nos indicateurs de résultat observé et les caractéristiques des individus et qui ne s'appliquent qu'à un seul groupe, et qui varient entre les deux périodes. Ce biais est éliminé par la Double Différence. Pour finir il existe aussi le risque d'attrition entre la baseline et la endline qui pourrait biaiser l'analyse si elle n'est pas dû au hasard, par exemple si elle est liée au microcrédit (soit les traités disparaissent de l'étude car ils n'ont plus de crédit soit les contrôles disparaissent car ils ont eu un crédit). Nous avons un taux d'attrition de 29% chez les traités et de 24% chez les contrôles. Le tableau en [annexe 2](#) présente les caractéristiques en baseline et les tests de similitude entre les traités disparus de l'enquête et les traités retrouvés en endline ainsi que les contrôles disparus de l'enquête et les contrôles retrouvés en endline pour vérifier s'il existe des différences entre ces groupes conduisant à un biais de sélection dans nos résultats finaux. Dans le groupe des traités, il existe des différences significatives entre les disparus et

les non disparus sur le sexe du répondant (avec moins d'hommes interrogés en endline), l'âge (des répondants plus âgés en moyenne en endline), l'ancienneté dans la localité (perte en moyenne de personnes ayant vécu moins longtemps dans leur localité), l'éthnie (plus de Merina en moyenne en endline). Dans le groupe des contrôles il existe aussi des différences sur l'âge et l'ancienneté dans la localité avec par ailleurs des différences sur l'arrivée dans la localité avant l'âge adulte.

Pour corriger ces biais, nous ajoutons les variables de contrôles suivantes : le sexe, le secteur d'activité (si secteur agricole ou non), l'âge, le statut matrimonial (si en couple ou pas) et des effets fixes pour purger les différences qui ne varient pas dans le temps entre les communes. Nous utilisons la correction Heckman en ajoutant dans l'équation la religion¹⁰ pour corriger le biais d'attrition sélective entre la baseline et la endline. Nous corrigeons également l'inflation pour la variable des dépenses familiales car elle a été de 10,5% en 2023¹¹.

3.3. Résultats

Profil des bénéficiaires de VAHATRA

69% de femmes composent notre échantillon de bénéficiaires (65% en zone rurale et 76% en zone urbaine). 50% de l'échantillon a moins de 35 ans. 72% des femmes sont mariées (83% des hommes), 23% sont veuves, célibataires ou séparées (10% des hommes). Les maris des femmes bénéficiaires sont plus susceptibles de travailler (d'avoir un emploi ou d'avoir aussi une AGR) par rapport aux femmes des bénéficiaires masculins (16% des femmes ne travaillent pas contre 4% des maris). Ainsi, les ménages des femmes mariées ont tendance à cumuler deux revenus par rapport aux ménages des hommes mariés dans lesquels les femmes travaillent moins. Cela suggère que l'AGR soutenu par le microcrédit des hommes bénéficiaires est le principal revenu du ménage alors que les femmes mariées qui obtiennent un microcrédit ont une AGR qui vient plus souvent compléter les revenus de leur mari.

Le niveau d'éducation est assez faible, 30% ont atteint le niveau primaire, 32% ont le niveau secondaire et 35% ont atteint le niveau tertiaire ou plus. Il n'y a pas de différence de niveau d'éducation entre les femmes et les hommes mais entre les âges. 47% des jeunes (les moins de 35 ans) ont au moins atteint le lycée contre 24% des 35 ans et plus.

Les ménages sont composés en moyenne de 4 personnes et ont 2 enfants. 2% vivent avec leur belle-famille et 5% vivent avec au moins un de leurs parents.

Caractéristiques des AGR

¹⁰ La correction de Heckman est une méthode conçue pour être utilisée dans les cas où le modèle ne peut être exécuté que sur un sous-échantillon de données qui n'est pas sélectionné de manière aléatoire (ici dans le cas de l'attrition entre la baseline et la endline). https://lost-stats.github.io/Model_Estimation/GLS/heckman_correction_model.html

¹¹ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/MG/indicateurs-et-conjoncture>

En moyenne les ménages vivent avec deux activités génératrices de revenus mais pour 37% d'entre elles, le revenu le plus important du ménage n'est pas régulier. La quasi-totalité des emprunteurs (93%) travaillent tout au long de l'année. 9% ont un emploi en parallèle dans le secteur public, privée ou au sein d'une association et 21% des conjoints ont également un emploi salarié (5% dans le public, 16% dans le privé et moins de 1% dans l'associatif).

Les bénéficiaires estiment qu'ils travaillent en moyenne 47 heures par semaine, avec un chiffre d'affaires moyen de 595 337 ariary¹². Les chiffres d'affaires moyens des femmes et des hommes célibataires (célibataires, veufs, séparés) sont similaires. 34% des crédits sont destinés au commerce, 28% à l'élevage, 27% à l'agriculture, 8% aux activités de transformation et 2% aux activités de service. La répartition des secteurs d'activités est assez similaire entre les femmes et les hommes bien que les femmes soient légèrement plus présentes dans le commerce que les hommes. En moyenne les hommes gagnent plus que les femmes dans le secteur du commerce alors que le chiffre d'affaires moyen des femmes est plus élevé dans l'agriculture et l'élevage (Tableau 1). Les emprunteurs utilisent les bénéfices de leur AGR principalement de manière productive pour les réinvestir dans leur AGR, ils contribuent ainsi à acheter de nouveaux équipements (42%), augmenter la quantité de bétails (40%) ou les stocks de produit (31%), à améliorer les infrastructures de travail (25%), à acheter des semences agricoles (18%) ou à diversifier les cultures (17%). Leurs bénéfices permettent aussi de payer les charges familiales (comme l'éducation des enfants, les dépenses en santé ou l'amélioration de l'habitat) (Figure 3)).

Les AGR peuvent être sources d'emploi. 20% d'entre elles emploient d'autres personnes, des employés qui travaillent surtout de manière occasionnelle, en particulier dans la culture du riz et l'élevage porcin. Par ailleurs, environ 43% des emprunteurs sont aussi aidés par un ou des membres de leur famille surtout dans les activités des femmes, par leur partenaire ou leur fille. Les lieux d'activités sont assez variés mais 31% des bénéficiaires pratiquent leurs activités à domicile, ce qui est un peu plus fréquent pour les femmes. Par ailleurs, plus d'hommes travaillent dans les champs (rizières, cultures, etc.) que les femmes. La majorité de la production des AGR est destinée à la vente, bien que certaines activités permettent aux familles de consommer leur production.

Pour la majorité des bénéficiaires en couple, la décision de création ou d'extension de l'AGR s'est faite de manière conjointe entre l'emprunteur et son partenaire. Les bénéficiaires ont exprimé plusieurs raisons expliquant le choix de leur AGR. 34% d'entre eux choisissent leur activité parce qu'ils pensent qu'elle a un meilleur profit que d'autres activités ou 22% car ils ont de l'expérience dans le domaine. Les autres raisons, similaires entre les femmes et les hommes, sont présentées dans le tableau 2.

Tableau 1. Chiffre d'affaires par secteur d'activité

Moyenne revenu mensuel	Total	Rural	Urbain	Agriculture	Commerce	Élevage	Service	Transformation
Femme	635549	600972	675065	715041	578097,5	640812,7	447272,7	

¹² Moyenne sur la baseline et la endline. Pour calculer le chiffre d'affaires nous avons posé la question suivante : « Combien d'argent perdez-vous si vous n'allez pas travailler cette semaine ? » Une réponse que nous avons multipliée par 4 pour donner le chiffre d'affaires mensuel.

Homme 505336 481378 551249 488504,3 625172,6 401705,8 432000 1011418

Notes : pour les secteurs d'activité il s'agit de la moyenne des chiffres d'affaires mensuels en baseline.

Figure 3. Utilisation des bénéfices de l'AGR

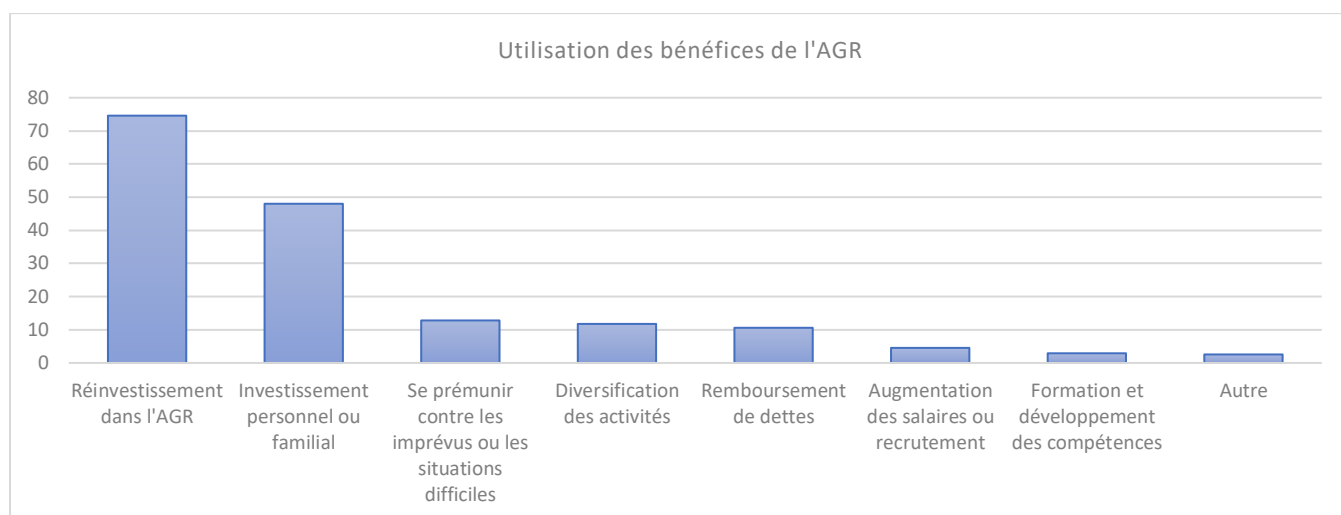


Tableau 2. Raisons du choix de l'AGR

	Total	
	N	%
Quelle est la principale raison qui vous a fait choisir cette activité ?		
Un meilleur profit que d'autres activités	904	34,02
Car expérience dans le domaine	585	22,02
L'assurance de recettes plus stables que d'autres activités	318	11,97
Pour être indépendant	211	7,94
Par passion	198	7,45
Par tradition familiale	177	6,66
N'a pas trouvé de travail salarié	85	3,2
Autre	57	2,15
Car beaucoup d'autres personnes font cette activité	38	1,43
Pas d'autres opportunités	31	1,17
Une AGR facile à faire	20	0,75
Car bénéfices/argent rapides	9	0,34
Pour cumuler plusieurs revenus	6	0,23
Permet d'épargner	6	0,23
Moindres dépenses par rapport à d'autres activités	5	0,19
Permet l'autoconsommation	5	0,19
Faible concurrence	2	0,08

Notes : réponses à choix multiples.

Utilisation du microcrédit

Pour la grande majorité des partenaires, le crédit est bien utilisé pour l'activité génératrice de revenu, notamment l'achat de matériel productif (42%), l'approvisionnement en matières

premières (20%) et l'amélioration des infrastructures de travail (Figure 4). Peu de partenaires utilisent le microcrédit à des fins de consommation. Si cela est le cas, ils financent principalement des achats de biens alimentaires et de biens personnels ainsi que les frais de scolarité ou l'amélioration de leur habitat (Figure 5).

Figure 4. Utilisation du microcrédit pour l'AGR

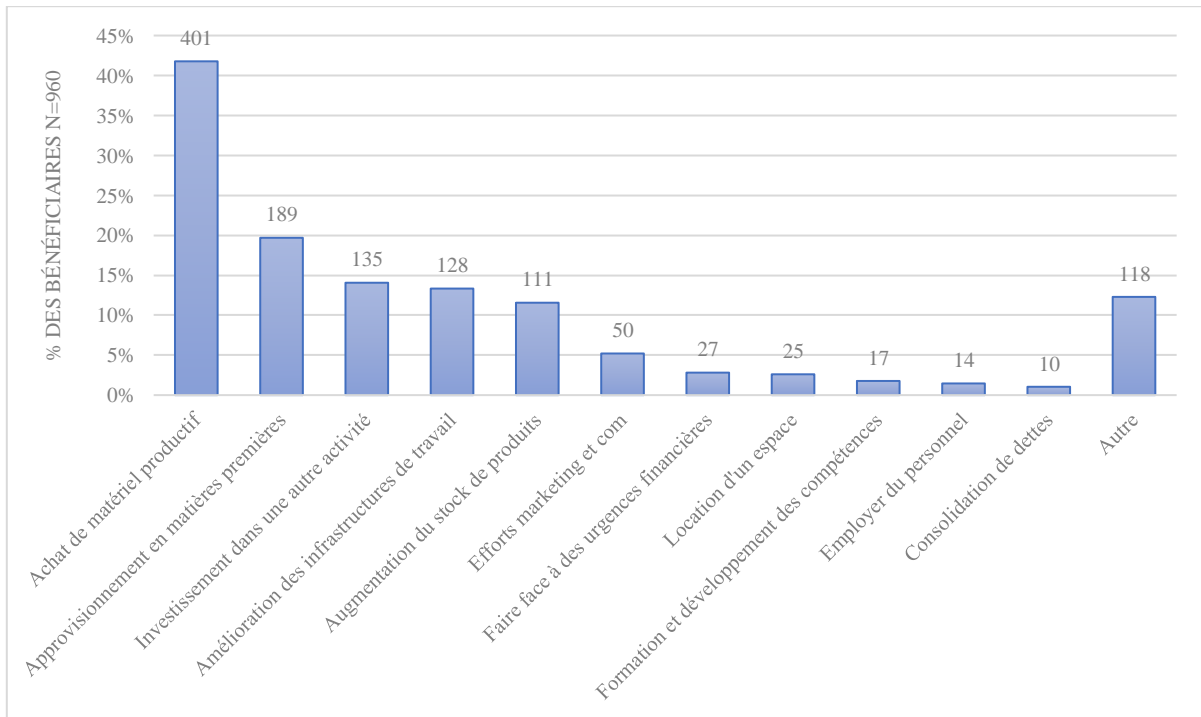
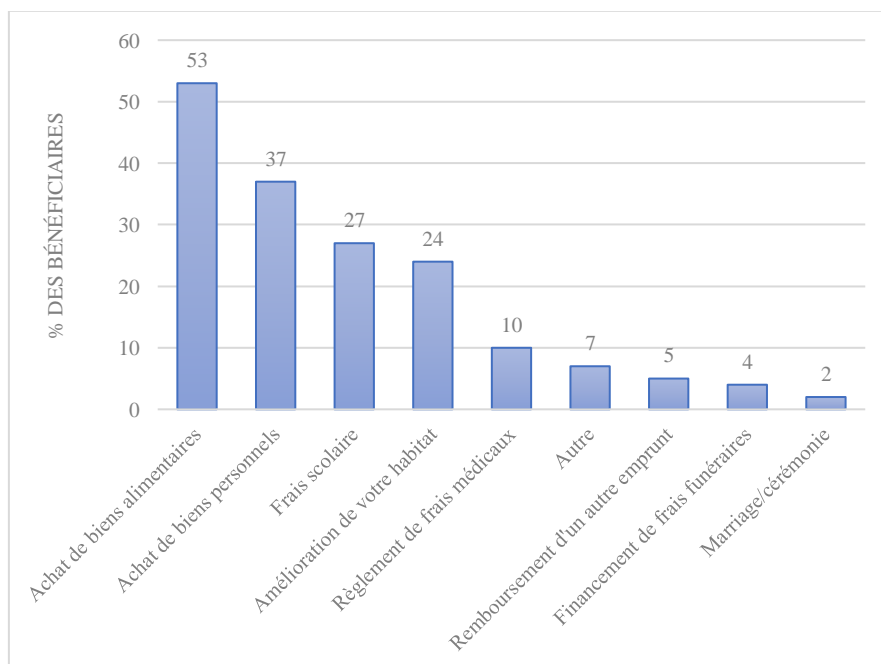


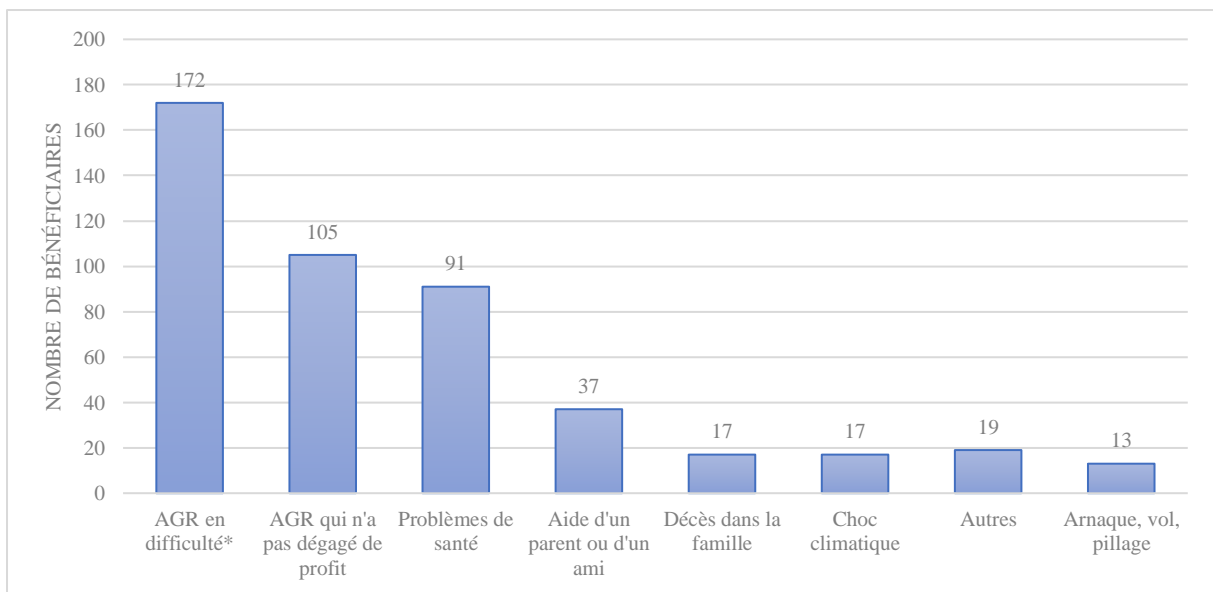
Figure 5. Autre utilisation du crédit



Problème de remboursement

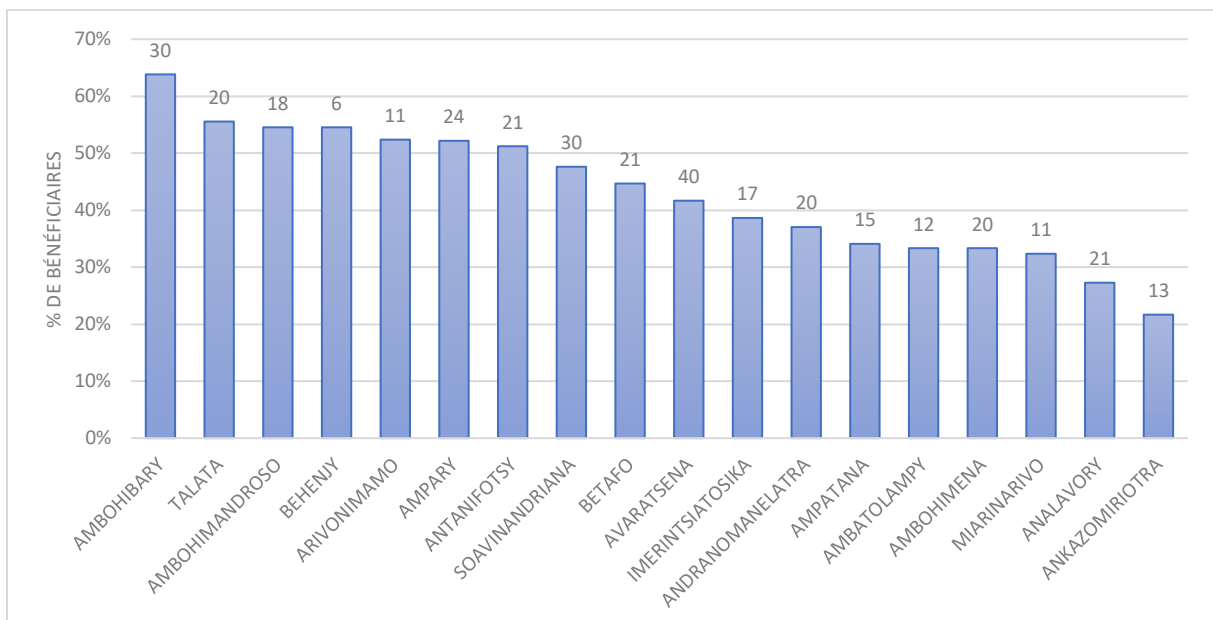
41% des bénéficiaires disent avoir eu des difficultés de remboursement de leur crédit, principalement parce que leur AGR était en difficulté ou n'a pas généré assez de profit. L'autre raison souvent citée est celle de problèmes de santé au sein de la famille qui ont nécessité la sortie de grosses dépenses en santé.

Figure 6. Raisons des difficultés de remboursement



Note : AGR en difficulté comprend par exemple la mort du bétail, des retards de paiement des clients, un arrêt de travail, etc.

Figure 7. Difficultés de remboursement par agence



Impacts sur le niveau et les conditions de vie du micro-entrepreneur et de sa famille

Le Tableau 3 présente les moyennes des scores en fonction du traitement et des renouvellements de prêt. Le Tableau 4 présente l'impact du microcrédit sur le score de niveau de vie mesuré par la photo de famille. L'impact du microcrédit est testé sur le score total de la photo de famille qui est la somme des 17 items. Cependant les scores d'épargne, de dépenses en santé et de documents administratifs sont fortement corrélés avec les services de VAHATRA qui offrent une mutuelle santé et une épargne obligatoire à ces bénéficiaires et les documents administratifs sont une condition nécessaire pour avoir un prêt. Les scores de ces trois items sont donc automatiquement élevés pour les bénéficiaires. Nous testons donc les résultats sur un score « réduit » qui n'inclut pas ces trois items pour évaluer l'impact du microcrédit sur des scores qui tendent à plus évoluer que ces trois derniers.

Le programme de microcrédit de VAHATRA n'a pas d'effet significatif sur le niveau de pauvreté des micro-entrepreneur et de leur famille (colonne (2)). Le niveau de vie et les conditions de vie ne changent pas significativement après l'obtention d'un prêt que ce soit après un premier ou un troisième prêt. La colonne (1) montre un coefficient positif significatif car il prend en compte les scores d'épargne et de dépenses en santé qui sont automatiquement élevés dû à l'épargne obligatoire et la mutuelle santé de VAHATRA qui gonfle les scores de régularité de l'épargne et de possibilité de payer pour une dépense en santé.

Un tiers des partenaires n'ont pas renouvelé leur crédit lors de notre enquête finale¹³. Nous testons aussi l'impact du microcrédit sur ceux qui renouvellent leur crédit, souvent ceux qui réussissent le mieux leur projet d'AGR. Toutefois même pour ces derniers, le microcrédit n'a pas d'effet sur leur niveau global de pauvreté. Lorsque les 1^{er} prêts arrêtent leur crédit leur score revient au niveau baseline, c'est-à-dire que leur situation ne change pas. Ceux qui renouvellent leur prêt atteignent bien le niveau des scores des 3^{es} prêts en baseline. Les 3^{es} prêts qui ne renouvellent pas leur crédit reviennent également au niveau baseline des 1^{er} prêts. Les 3^{es} et 1^{er} prêts qui renouvellent ont le même score en endline.

Tableau 3. Moyenne des scores de la photo de famille

	Sans microcrédit		1e prêt		3e prêt		Crédit renouvelé 1e prêt	Crédit non renouvelé 1e prêt	Crédit renouvelé 3e prêt	Crédit non renouvelé 3e prêt
	T=0	T=1	T=0	T=1	T=0	T=1	T=1	T=1	T=1	T=1
Nombre d'obs	719	503	1040	751	297	255	504	247	176	78
Moyenne score total	27,9	27,7	33,2	35,6	37,0	35,9	36,9	33,0	37,3	32,7
Moyenne score réduit	23,1	22,9	27,6	28,0	28,1	28,3	28,1	27,8	28,5	27,8

Notes : T=0 baseline, T=1 endline.

¹³ En baseline, ces deux groupes ne présentent pas des scores de pauvreté significativement différents, c'est-à-dire que les bénéficiaires qui n'ont pas renouvelé leur crédit n'étaient pas moins pauvres au moment de l'octroi que ceux qui ont obtenu un crédit supplémentaire.

Tableau 4. Résultats de l'impact du microcrédit sur le niveau de vie des bénéficiaires

	Echantillon total et score totale	Echantillon total et score réduit	1e prêt score réduit	Crédit renouvelé score réduit
	(1)	(2)	(3)	(4)
Impact	1.500*** (4.41)	0.169 (0.45)	0.206 (0.53)	0.0913 (0.23)
Différence entre traités et contrôles en baseline	4.597*** (5.90)	3.528*** (4.54)	3.434*** (4.52)	3.934*** (4.56)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	0.670 (1.48)	0.685 (1.57)	0.766 (1.73)	0.981** (2.29)
Moyenne score des contrôles	27.9	23.1		
N	3466	3466	2938	2480
# clusters	19	19	19	19

Notes : Méthodologie de la double différence (comparaison avant-après des groupes de traitement et de contrôle).

Variables de contrôles : le sexe, le statut matrimonial, le secteur d'activité (si agricole ou non), l'âge, le niveau d'éducation (le fait d'avoir un diplôme ou non), le nombre total d'enfant et la zone géographique (en zone rurale ou non).

Entre parenthèse, les écarts types. **Niveau de significativité** * p<0.10, ** p<0.05, *** p<0.01. N est le nombre d'observation.

Estimations clusterisées au niveau des communes pour prendre en compte les différences géographiques potentielles.

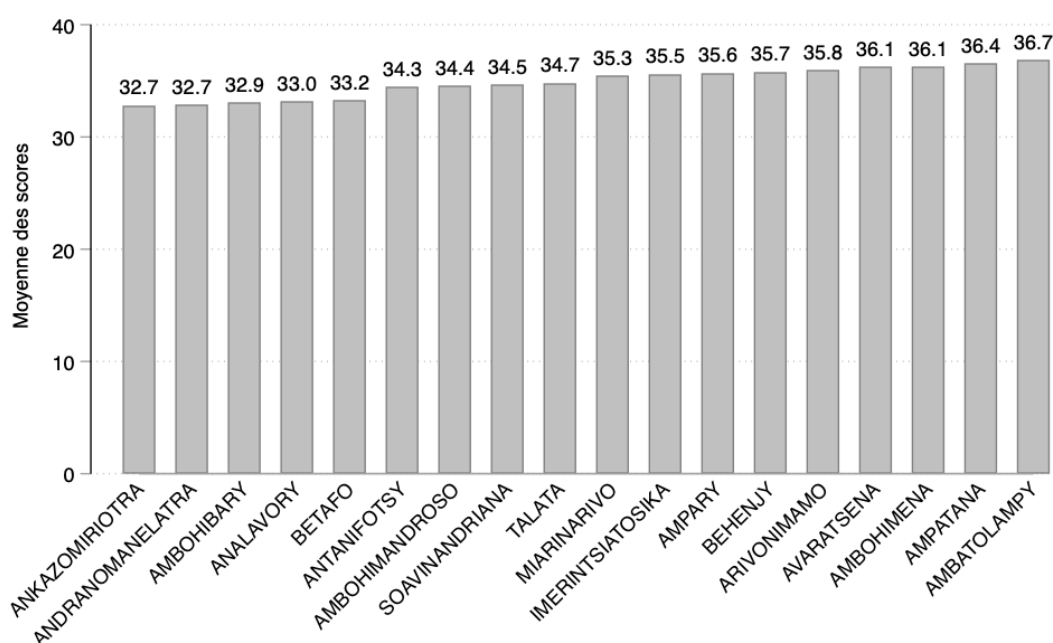
Col (1) : comparaison entre les traités (1e et 3e prêt) et les contrôles. Outcome : score total de la photo de famille (somme des 17 items de la photo de famille) avec correction Heckman et support commun.

Col (2) : comparaison entre les traités (1e et 3e prêt) et les contrôles. Outcome : score réduit de la photo de famille (suppression de l'item épargne, dépenses en santé et documents administratifs) avec correction Heckman et support commun.

Col (3) : comparaison entre les traités en 1e prêt et les contrôles. Outcome : score réduit de la photo de famille (suppression de l'item épargne, dépenses en santé et documents administratifs) avec correction Heckman et support commun.

Col (4) : comparaison entre les traités ayant renouvelé leur crédit entre la baseline et la endline et les contrôles. Outcome : score réduit de la photo de famille (suppression de l'item épargne, dépenses en santé et documents administratifs) avec correction Heckman et support commun.

Figure 8. Score de photo de famille par agence



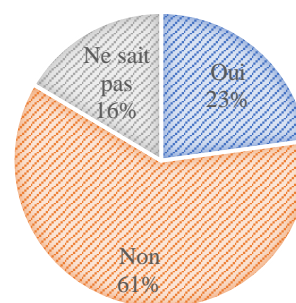
Notes : Moyenne des scores baseline et endline de la photo de famille.

Si l'on détaille les résultats par items de la photo de famille, nous voyons deux effets qui ressortent positifs et significatifs : la régularité de l'épargne et la possibilité de dépenses en santé importante. Ce résultat est dû à l'épargne obligatoire du programme de VAHATRA qui augmente automatiquement les scores des bénéficiaires par rapport au contrôle. On observe quand même un changement positif dans les comportements d'épargne. L'épargne est importante pour le développement des microentrepreneurs. Elle est un gage de stabilité financière car elle permet d'accumuler des ressources financières qui peuvent être utilisées en cas d'imprévu ou pour développer leurs activités. Si les changements de comportement d'épargne sont bien ancrés, ils peuvent leur permettre de renforcer leur crédibilité auprès des institutions financières, que ce soit VAHATRA ou d'autres institutions financières, et faciliter l'accès aux crédits. 64% des personnes sans microcrédit n'ont aucune épargne alors que 34% des premiers prêts (avant de prendre un crédit) et 87% des troisièmes prêts interrogés considèrent avoir une épargne formelle et régulière. De plus, 152 partenaires épargnent aussi volontairement auprès de VAHATRA en plus de l'épargne obligatoire du prêt. Les bénéficiaires qui ont arrêté leur crédit ont continué à avoir une régularité dans leur épargne par rapport aux personnes sans microcrédit.

L'impact positif du microcrédit sur la possibilité de payer pour des dépenses importantes en santé, est comme l'épargne, dû au programme de VAHATRA qui affine automatiquement ses emprunteurs à sa mutuelle santé et augmente nécessairement les scores de cet item car les bénéficiaires obtiennent d'office une ressource formelle pour payer les dépenses en santé. Cependant, une des principales difficultés de remboursement du crédit vient des problèmes de santé de l'emprunteur ou de sa famille. Donc même avec un programme incluant une mutuelle santé, les emprunteurs ont du mal à rembourser leur crédit s'ils ont un problème de santé. En

revanche, la mutuelle santé n'est pas beaucoup utilisée par les bénéficiaires. Sur 41% des partenaires malades au cours des 16 derniers mois, 20% ont eu besoin d'une hospitalisation mais seulement 50% d'entre eux ont utilisé la mutuelle pour se faire rembourser leurs soins. Cela peut s'expliquer par une méconnaissance du fonctionnement de la mutuelle ou des pratiques sanitaires qui ne rentrent pas dans la prise en charge de la mutuelle. Seulement 23% de l'ensemble des bénéficiaires interrogés en endline savent qu'ils ont droit au remboursement de leurs frais de santé avec la mutuelle de VAHATRA. En revanche ceux ayant utilisé la mutuelle en sont satisfaits.

Avez-vous droit à un remboursement des frais de santé grâce à votre partenariat avec VAHATRA ?



Au-delà de ces deux effets, seule la scolarisation des enfants ressort positif et significatif seulement pour les premiers prêts. Ce résultat est encourageant car VAHATRA pousse les familles à scolariser leurs enfants. Si jamais elle n'y parvient pas et que la famille est identifiée comme étant dans le besoin par l'équipe d'accompagnement familial, l'emprunteur peut même bénéficier d'un accompagnement plus approfondi par les animatrices sociales de VAHATRA pour résoudre ces difficultés.

En revanche le microcrédit n'a aucun effet significatif sur les autres indicateurs¹⁴ comme la nutrition, l'hygiène ou les conditions de vie, même lorsque l'on ne regarde les résultats que sur l'échantillon des bénéficiaires qui ont renouvelé leur crédit en endline.

Chiffre d'affaires et dépenses familiales

Le microcrédit a un effet significatif sur le chiffre d'affaires de l'emprunteur mais nous n'observons pas d'effet sur les dépenses familiales, notamment en alimentation ou en éducation ([Annexe 9](#)).

Emploi

On constate un effet positif du microcrédit sur le fait de travailler à son compte seulement pour les bénéficiaires qui renouvèlent leur prêt ; l'effet disparaît sur tout l'échantillon puisqu'une part importante de bénéficiaires qui arrêtent de prendre un micro-crédit arrêtent aussi leur AGR. Le microcrédit permet de créer de l'emploi car les bénéficiaires peuvent employer d'autres personnes pour faire fonctionner leur activité ([Annexe 10](#)). Le nombre d'employés augmente

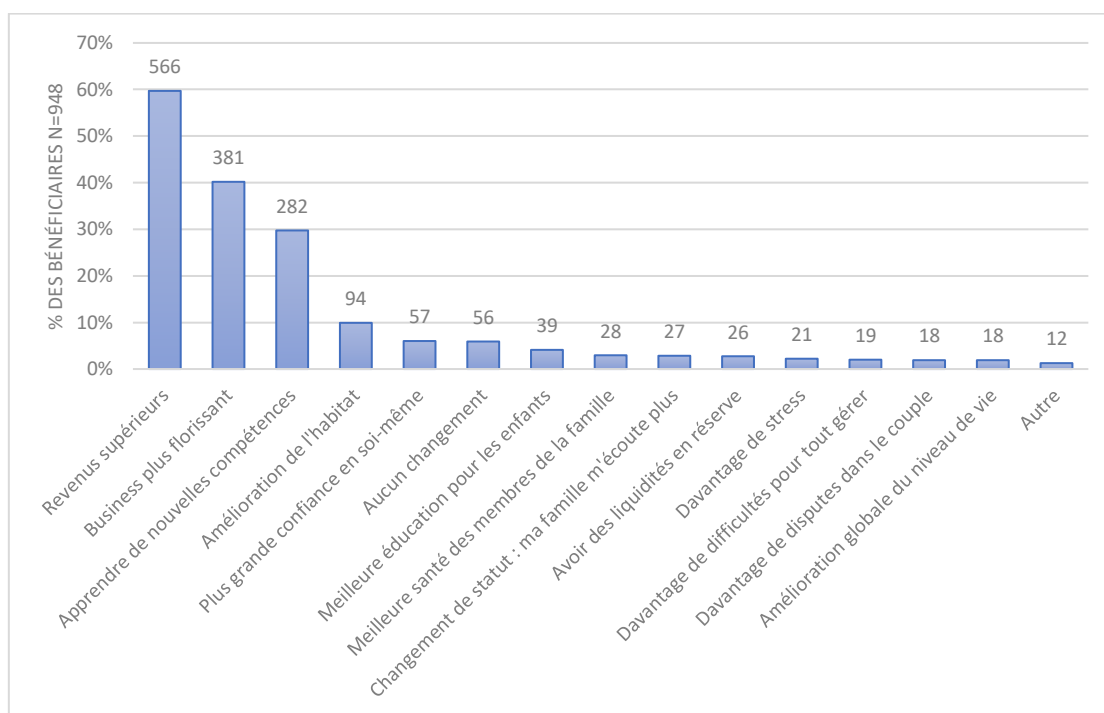
¹⁴ Pas d'effet sur la nutrition, le coefficient négatif significatif révèle en fait que la situation a plus changé favorablement pour les contrôles que pour les traités, avec une très légère mais significative augmentation du nombre de repas et diversification des repas chez les contrôles alors qu'aucune différence significative n'est observée sur les traités. Sur la mortalité infantile, pas d'effet du microcrédit mais le signe significatif du coefficient vient du fait que la mortalité infantile a légèrement augmenté pour les contrôles alors qu'elle ne change pas pour les traités. Les scores pour les documents administratifs sont déjà élevés chez les traités puisque c'est une condition nécessaire pour obtenir un prêt. S'il manque des documents les bénéficiaires peuvent être accompagnés par les animatrices sociales pour obtenir leurs documents administratifs.

significativement pour ceux qui employaient déjà mais le nombre d'AGR qui emploient ne change pas, voire à tendance à diminuer.

Impacts subjectifs du microcrédit

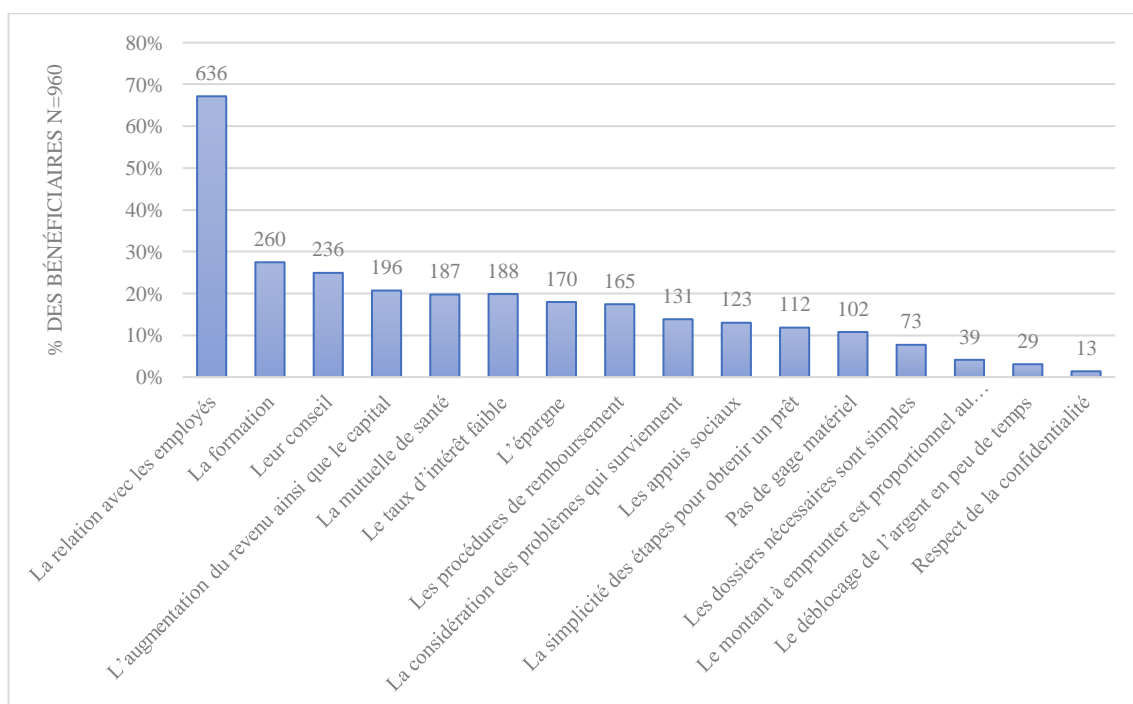
Perceptions des bénéficiaires sur les impacts du microcrédit. Près de 60% des bénéficiaires ont exprimé un impact positif du microcrédit sur leurs revenus, 40% sur une activité plus florissante, 30% sur une amélioration de leurs compétences et 10% sur l'amélioration de leur habitat (Figure 9). D'autres impacts ont été cités mais représentent une très faible part de l'échantillon, par exemple, une plus grande confiance en soi, une meilleure éducation pour les enfants, une meilleure santé pour les membres de la famille ou encore un changement de statut positif au sein du ménage, entre autres. Certains au contraire ont exprimé la présence de davantage de stress ou des difficultés pour tout gérer et davantage de disputes dans le couple.

Figure 9. Impacts subjectifs du microcrédit



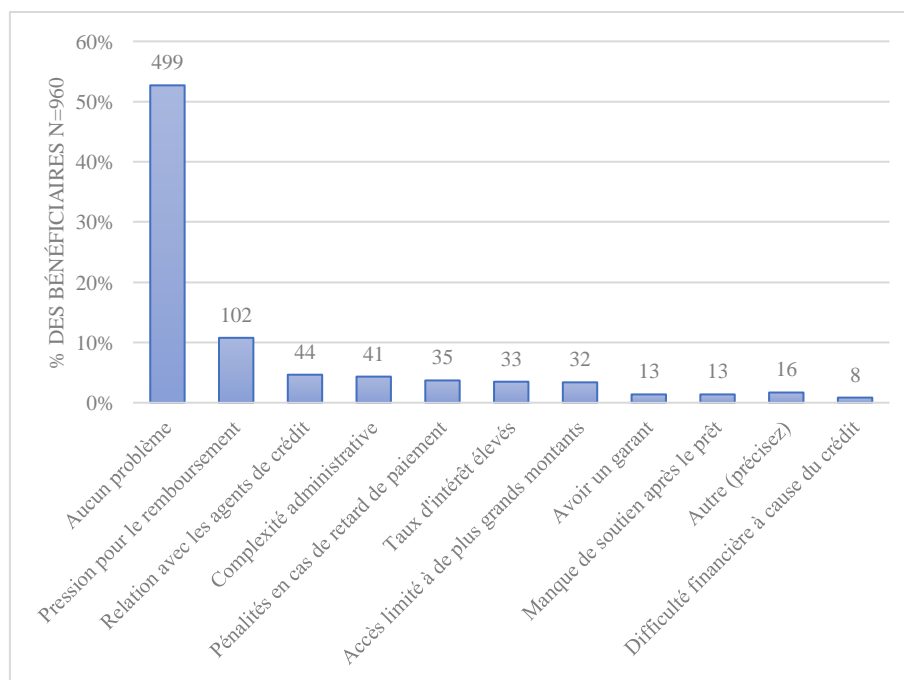
Satisfaction des services de VAHATRA. Les partenaires sont globalement satisfaits des services de VAHATRA. Ils apprécient particulièrement la relation avec les employés et les formations proposées dans les agences (Figure 10). Ils apprécient aussi les conseils des agents de crédit et l'augmentation de leurs revenus et de leur capital. 20% considèrent que les taux d'intérêt sont faibles et apprécient la mutuelle santé.

Figure 10. Satisfaction des services de VAHATRA



Insatisfaction. L'insatisfaction de certains bénéficiaires vient de pression pour le remboursement de leur crédit, de la relation avec les agents de crédit ou d'un sentiment de complexité administrative. Pour certains les taux d'intérêts sont trop élevés, ou sont mécontents de la limite des montants des crédits.

Figure 11. Insatisfaction des services de VAHATRA



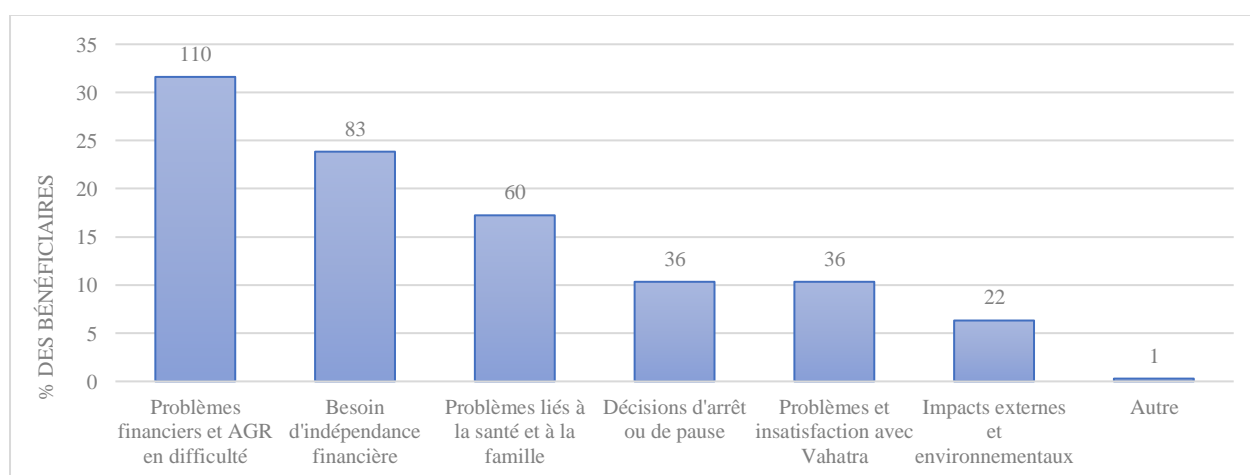
Que deviennent les entrepreneurs qui quittent le programme de microcrédit ?

33% des troisièmes prêts et 31% des premiers prêts n'ont pas renouvelé leur crédit. 20% des premiers prêts et 14% des troisièmes prêts qui arrêtent leur crédit le font parce qu'ils sont devenus financièrement indépendants et aspirent à ne plus dépendre du microcrédit. Au sein de cette catégorie, certains ont eu assez de ressources propres ou quelqu'un de leur ménage a eu une nouvelle source de revenus pour les aider à financer leur activité. Ces micro-entrepreneurs ont en moyenne un point de plus sur leur score de photo de famille (score total et score réduit) par rapport à ceux qui ont arrêté leur prêt pour d'autres raisons¹⁵.

Les autres raisons de non renouvellement citées sont des problèmes financiers ou une ARG en difficultés (30%) par exemple avec des problèmes de remboursement ou une instabilité financière de la famille, une AGR qui n'a pas dégagée assez de profit (problème de gestion, non rentabilité de l'activité...), ou un manque d'opportunité économique (perte de clientèle, conditions économiques difficiles...). Pour 16% des autres emprunteurs qui quittent le programme c'est parce qu'ils ont eu des problèmes liés à la santé ou au sein de leur famille (conflit, charges familiales trop élevées). 10% ont simplement décidé d'arrêter ou de faire une pause. 10% ont arrêté parce qu'ils étaient trop insatisfaits de VAHATRA (tension ou mésentente avec un agent de crédit, montants empruntés insuffisants, pas d'impact positif du prêt, ou pression pour les remboursements).

Le score moyen de photo de famille à la fin de l'étude est inférieur pour les emprunteurs qui ne renouvellent pas leur crédit par rapport à ceux qui le renouvellent¹⁶, principalement parce qu'ils perdent automatiquement l'épargne et la couverture santé offerte par VAHATRA, qui sont des sources formelles d'épargne et d'aide pour les dépenses de santé, sauf pour ceux qui ont arrêté leur crédit car ils sont devenus financièrement indépendants pour faire fonctionner leur activité.

Figure 12. Raisons de non renouvellement



¹⁵ Mais aucune différence significative entre les 1^{er} et 3^{es} prêt.

¹⁶ En baseline, il n'y a pas de différences significatives entre ces deux groupes en termes de score de photo de famille et les emprunteurs qui renouvellent leur crédit n'ont pas non plus, plus d'expérience, un niveau d'éducation plus élevé ou plus de difficultés de remboursement que ceux qui ne renouvellent pas. La seule différence significative entre les deux groupes est que les bénéficiaires et leur famille du groupe qui a renouvelé leur crédit ont été moins souvent malades que les autres.

Impacts sur l'autonomisation économique des femmes

Statistiques descriptives. L'âge moyen au premier mariage est de 21 ans avec 25% qui se sont mariés à 18 ans ou moins. L'écart d'âge entre les deux conjoints est d'en moyenne 2 ans et ont un niveau d'éducation similaire. Les maris des femmes emprunteuses ont en moyenne 37 ans, 96% travaillent. Les femmes des hommes emprunteurs ont on moyenne 33 ans, 82% travaillent. Les femmes sont moins propriétaires de leur terrain ou de leur maison que les hommes. Les femmes célibataires sont plus pauvres que les hommes célibataires¹⁷.

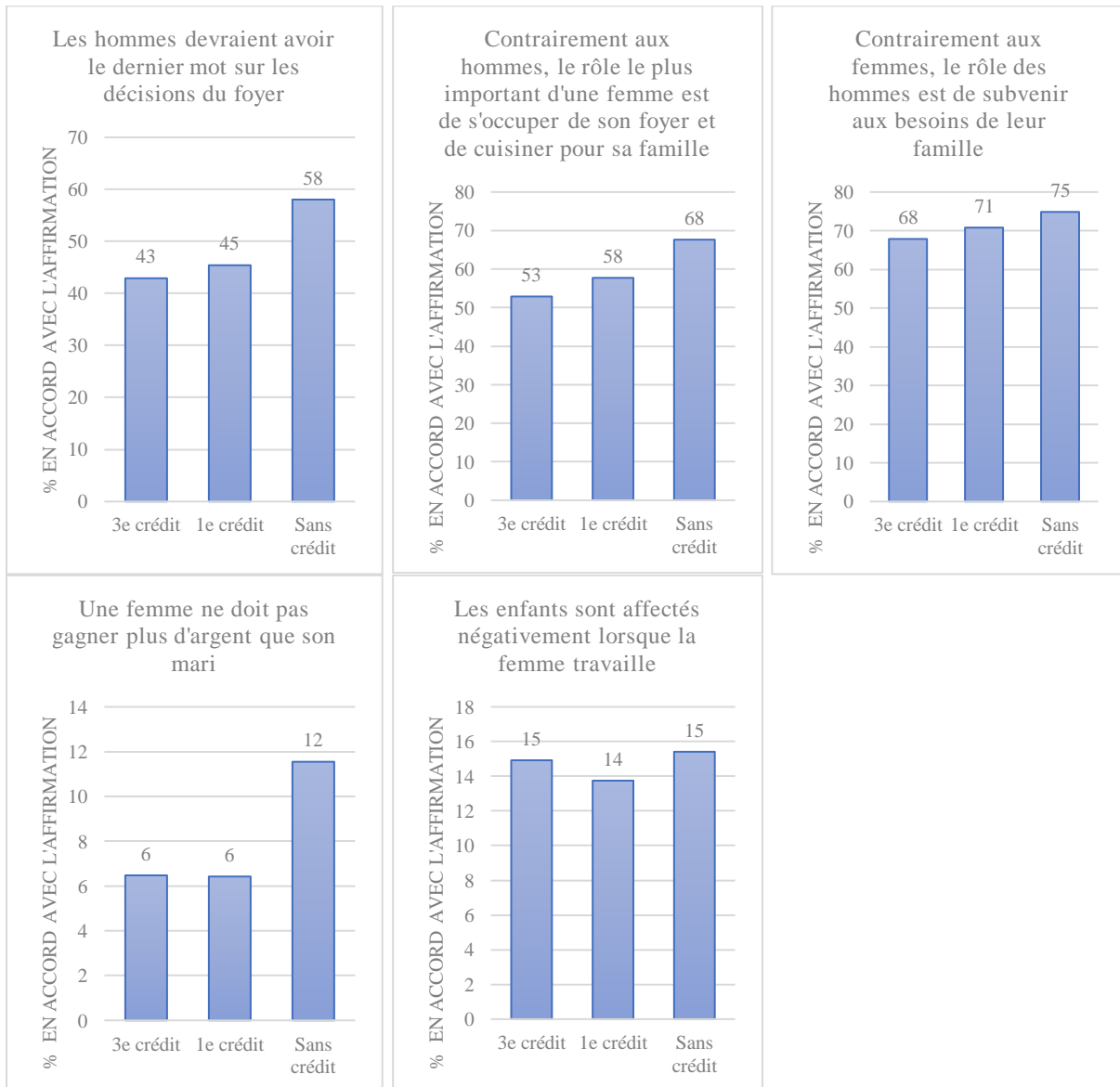
Normes sociales. Les normes sociales sont plutôt en faveur de rôles différenciés entre les sexes. Les hommes ont souvent le dernier mot et doivent subvenir aux besoins de leur foyer alors que les femmes s'occupent principalement des tâches domestiques et des enfants. Il existe des différences de perceptions entre les individus sans microcrédit et les individus avec un microcrédit en baseline. Toutefois, le programme de microcrédit n'a pas d'effet significatif sur le changement de normes sociales ([Annexe 11](#)).

Pour autant, il existe une forte causalité inverse entre le microcrédit et les normes de genre. Les femmes ayant des normes de genre moins rigides (ou plus en faveur de l'égalité entre les sexes) seraient plus enclines à prendre un microcrédit, d'où nos différences en baseline entre les traités et les contrôles. Dans notre contexte on remarque que les prises de décisions se font majoritairement de manière jointe entre les deux conjoints, même en ce qui concerne la décision de créer ou d'étendre l'AGR du bénéficiaire¹⁸. Les maris sont systématiquement informés de la décision de leur femme de contracter un microcrédit et ils s'entraident pour la gestion de l'activité et les remboursements. Par exemple, certains bénéficiaires arrêtent leur crédit lorsque leur partenaire obtient un emploi qui l'aidera à financer son activité.

¹⁷ Le score réduit de la photo de famille est significativement plus faible pour les femmes (26,5) que pour les hommes (27,4) que ce soit sur l'échantillon incluant les traités et les contrôles ou en excluant les contrôles.

¹⁸ A la question « Qui a pris la décision de créer ou d'étendre l'AGR ? » 66% répondent que c'est une décision conjointe entre lui et son partenaire, 30% répondent que c'est eux-mêmes, seuls, qui ont pris la décision. C'est d'autant plus le cas lorsque ce sont les hommes qui décident de prendre un prêt. Pour 74% d'entre la décision est jointe.

Figure 13. Perceptions des femmes des normes de genre par cycle de crédit



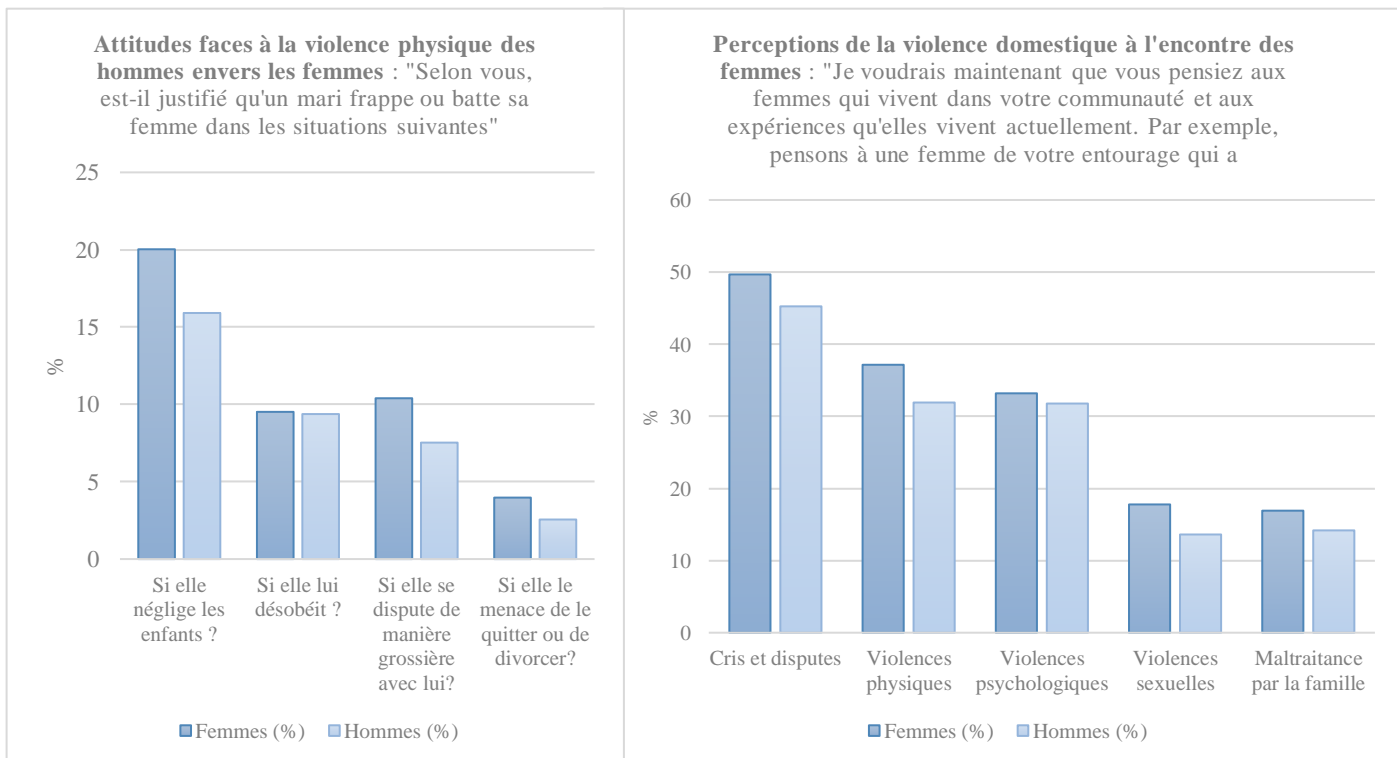
Notes : Données de baseline

Violences conjugales. Lors de nos enquêtes nous avons posé de manière indirecte toutes les questions concernant les violences conjugales. Cependant, les enquêteurs laissent l'opportunité en fin d'entretien d'échanger sur ces questions. En baseline, 110 femmes (sur l'ensemble de l'échantillon) ont témoigné subir ou avoir subi des violences conjugales avec 70 de plus en endline. La méthode ACASI¹⁹, insérée dans le questionnaire de endline, révèlent que 21 femmes subissent des violences physiques et 172 subissent des violences psychologiques. L'analyse des perceptions sur les violences conjugales montre qu'il est perçu comme justifié

¹⁹ L'ACASI est une méthode indirecte et confidentielle pour déterminer si une personne subit des violences. Elle consiste à lire à voix haute la question mais laisse le répondant seul devant la réponse sans que l'enquêteur de connaisse sa réponse. Dans notre étude, le répondant devait cliquer sur oui ou non à la question « Mon partenaire m'a déjà insultée, dit ou fait quelque chose pour m'humilier et me faire sentir mal » pour les violences psychologiques ou « Mon partenaire m'a déjà giflé, poussé au sol ou jeté un objet en ma direction qui aurait pu me blesser » pour les violences physiques.

de battre sa femme dans certaines situations (si elle néglige les enfants, si elle désobéit à son mari ou si elle se dispute avec lui). Les femmes pensent aussi qu'il est possible que des femmes similaires à elles puissent subir des violences au sein de leur ménage. Une femme de leur entourage pourrait subir des cris ou des disputes au sein de son ménage (pour 50% d'entre elle), des violences physiques (37%), des violences psychologiques (33%), des violences sexuelles (18%) ou de la maltraitance par la famille (17%). Les violences conjugales sont bien présentes dans les normes sociales et plus de femmes ont subi des violences en milieu rural²⁰.

En revanche, on n'observe pas d'effet pervers du microcrédit sur les violences conjugales. Il n'y a pas d'effet significatif sur la perception des violences au sein des micro-entrepreneuses²¹ ni sur la justification des violences domestiques ([Annexe 12](#)). Nous ne pouvons pas mesurer l'effet du microcrédit sur la prévalence des violences car nous n'avons pas posé de questions directes en baseline pour savoir si les femmes subissaient ou non des violences conjugales. Si plus de femmes signalent des cas de violences en endline ce n'est peut-être pas parce qu'elles ont augmenté mais parce qu'elles ont mis du temps à les signaler par rapport au premier passage des enquêteurs en baseline. Sur ce sujet une étude est en cours de réalisation, toujours avec l'équipe de chercheurs de Bordeaux pour évaluer l'impact de vidéo de sensibilisation sur le signalement des cas de violences conjugales au sein des bénéficiaires de VAHATRA. Cette vidéo a été réalisée par l'équipe de recherche, VAHATRA et une équipe de vidéaste malgache. Les collectes de données sont toujours en cours.

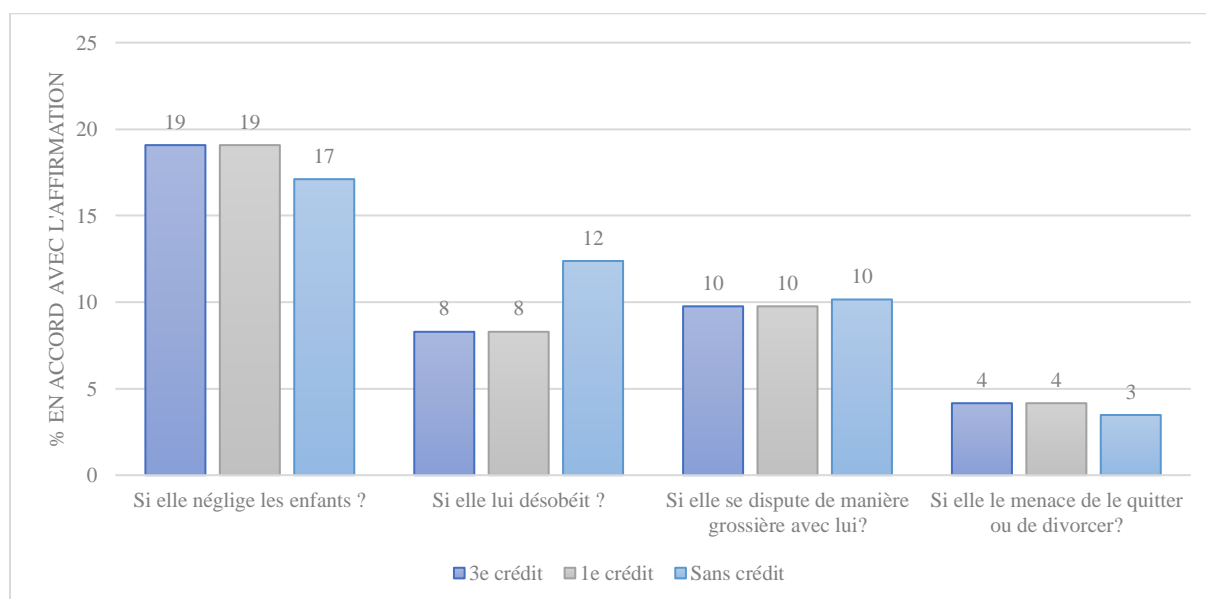


Notes : Données de baseline sur l'ensemble de l'échantillon (traités et contrôles).

²⁰ 129 femmes ont rapporté aux enquêteurs avoir subi des violences en zone rurale contre 59 en zone urbaine.

²¹ L'effet significatif dans la colonne 3 sur la perception des violences physiques au sein d'un ménage similaire vient du fait que cette perception augmente chez les contrôles alors qu'elle ne change pas au sein du groupe traité.

Figure 14. Justification des violences conjugales par cycle de crédit



Notes : Données de baseline, moyenne homme et femme.

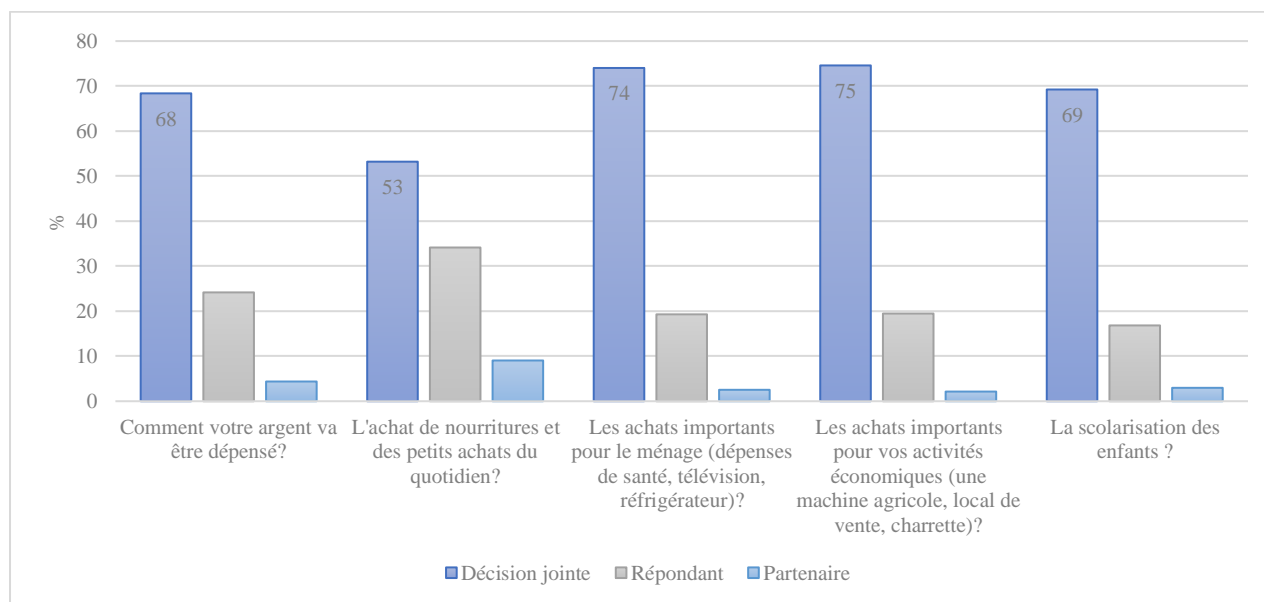
Santé psychologique. Le risque d’obtenir un microcrédit est de sentir surmener par les responsabilités et le stress liés au crédit, par exemple, les remboursements, l’échec de l’AGR, ou les changements au sein du ménage. Ces facteurs de stress peuvent influencer la santé psychologique globale de l’emprunteur et constituer un effet pervers du microcrédit. L’hypothèse est que ce risque est plus important pour les femmes qui doivent souvent cumuler les charges liées au ménage (tâches domestiques, gestion des enfants) et leur AGR. Nos résultats montrent que le microcrédit n’a pas d’effet significatif sur la santé psychologique des femmes, mesurée par un indicateur évaluant le degré d’anxiété, de dépression, de concentration, d’espoir et d’insécurité chez le répondant ([Annexe 13](#)).

Autonomie financière. Nous mesurons l’autonomie financière avec deux indicateurs : la capacité à être seule et de s’en sortir financièrement ainsi que la pression économique du mari. Le programme de microcrédit a un impact positif significatif sur l’autonomisation financière des femmes. Elles ont plus de capacité à s’en sortir en cas d’imprévu ([Annexe 14](#)). Cet effet est d’autant plus important pour celles qui renouvèlent leur crédit. Elles subissent également moins de pression économique de la part de leur mari, c’est-à-dire qu’ils ont tendance à moins s’accaparer leurs ressources et surveillent moins leurs revenus. En donnant aux femmes l’accès au microcrédit, elles acquièrent donc les moyens de créer ou d’étendre leur propre activité. Cette indépendance financière leur confère une influence plus importante au sein de leur foyer et une plus grande confiance dans leur moyen de subsistance, aussi perçu positivement par leur mari. Cet effet tend à réduire leur dépendance financière vis-à-vis de leur mari et peut être un levier de résilience important lorsque les femmes subissent des violences conjugales.

Prise de décision au sein du ménage. La majorité des décisions au sein du ménage se prennent de manière conjointe entre les deux époux bien que les décisions sur l’achat de nourriture sont plus réservées aux femmes (Figure 15). Le microcrédit ne change pas significativement les

prises de décisions au sein du ménage²². Les femmes ne participent pas plus aux décisions qu'avant et ne prennent pas plus de décisions seules ([Annexe 15](#)).

Figure 15. Prise de décisions au sein du ménage



Notes : Échantillon homme et femme confondu. Données de base.

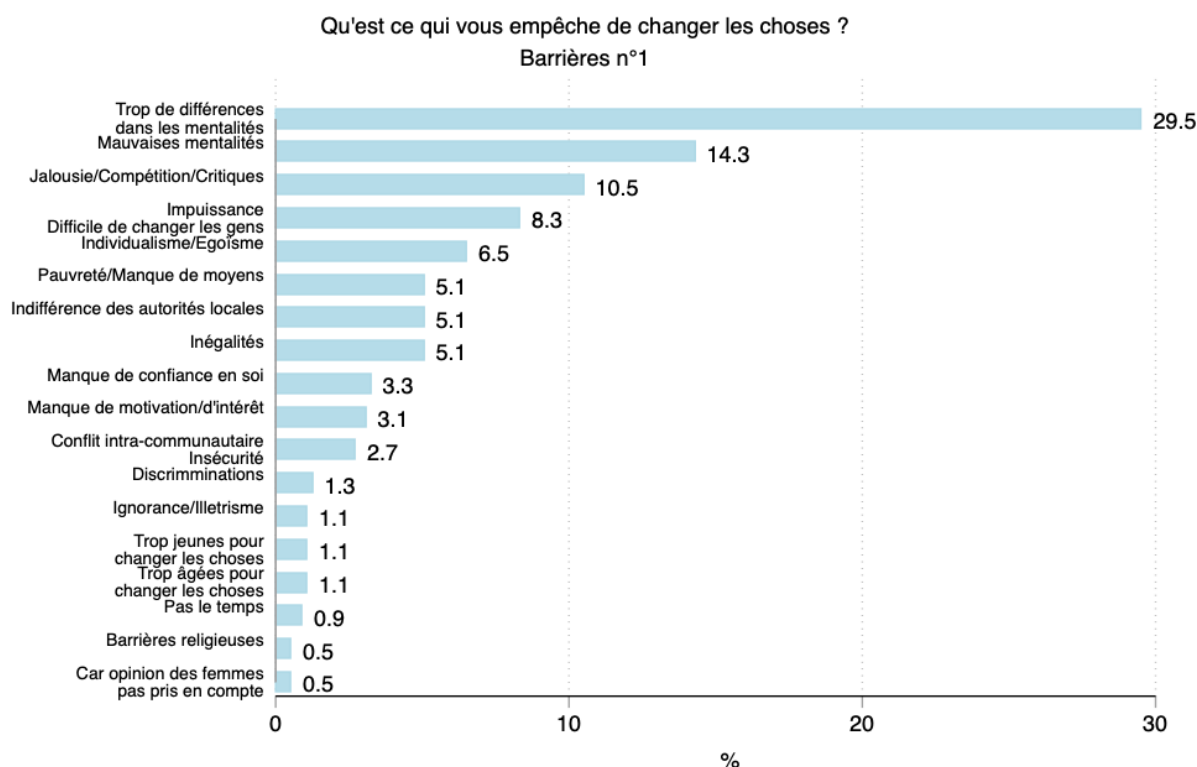
Capacité d'initiative au sein de la communauté. Le programme de microcrédit de VAHATRA implique souvent les femmes au niveau local, en les encourageant à participer à des activités de groupe (entre autres, sur la scolarisation des enfants, les violences basées sur le genre ou des formations économiques et agricoles), à des réunions et à des processus de prise de décision liés au versement et au remboursement des prêts. L'hypothèse est que grâce à ces interactions, les femmes peuvent acquérir de l'expérience dans la prise de décision collective et développer des compétences en matière de leadership, ce qui renforce leur pouvoir au sein de leur communauté. Par ailleurs, l'accès à davantage de ressources financières leur permet d'investir dans des activités génératrices de revenus, pouvant contribuer au développement économique de leurs communautés. Lorsque les femmes acquièrent une certaine autonomie financière, elles peuvent également mobiliser des ressources pour répondre aux besoins et aux priorités de la communauté (éducation, soins de santé, amélioration des infrastructures, etc.) exerçant ainsi une influence et un rôle dans le développement local. Parallèlement la réussite de leur activité dépend principalement du développement local de leur communauté. Beaucoup de leurs contraintes sont liées à un manque d'opportunités économiques autour d'elles et aux chocs de la situation économique du pays et de leurs localités.

Malgré cette volonté de la part de VAHATRA, nos résultats ne montrent pas d'effet du microcrédit sur la capacité d'agir au sein de la communauté. Nous constatons même un effet

²² On constate un signe négatif significatif sur les achats importants pour le ménage et pour l'activité économique. Cependant ces signes significatifs sont tirés par une évolution plus favorable chez les contrôles sur chez les traités. Ce n'est pas parce que le microcrédit a un effet négatif sur les prises de décisions. Par ailleurs, nous observons que les décisions deviennent davantage conjointes avec le microcrédit. L'hypothèse est que par l'augmentation des ressources grâce aux AGR des emprunteurs fait que les deux époux partagent leur avis sur ces décisions car les enjeux sont plus importants qu'avant, sûrement parce que les dépenses sont un peu plus élevées.

plutôt négatif sur leur implication communautaire, qui disparaît cependant lorsqu'elles renouvèlent leur crédit et réussissent leur projet d'AGR ([Annexe 16](#)). Cet effet négatif peut venir du fait qu'avec de nouvelles responsabilités liées au crédit (réunions, remboursement, formations), elles se désengagent dans un premier temps des autres activités. L'effet qui disparaît lorsque l'on ne prend qu'en compte les femmes ayant prolongé leur crédit montre qu'à un certain stade les responsabilités du crédit n'influencent plus négativement leurs autres activités, sûrement parce qu'elles prennent l'habitude des procédures et passent moins de temps au sein des activités de VAHATRA car elles les ont déjà faites lors de leur premier microcrédit. Les enquêtés perçoivent différentes barrières qu'ils rencontrent pour « changer les choses dans leur communauté » (Figure 16). On retrouve surtout un problème de mentalités et de jugement des autres. La pression communautaire semble donc être importante et détermine les façons de penser et d'agir des individus.

Figure 16. Barrières au changement au sein de la communauté



Une émancipation aussi des hommes ?

Les indicateurs d'autonomisation ont aussi été évalués pour les hommes. Comme les femmes, le microcrédit a un effet positif sur leur capacité à face faire aux imprévus et un effet négatif sur leur capacité d'initiative au sein de la communauté. Le microcrédit n'a pas d'effet négatif significatif sur leur prise de décision et les normes de genre. Lorsque l'autonomisation des femmes est observée, notamment pour celles qui deviennent plus autonomes financièrement, cela ne change pas les perceptions des hommes sur les normes de genre et ne réduit pas leur place au sein du ménage, en particulier dans les prises de décisions. Ces changements de dynamique au sein du couple mènent parfois à des violences conjugales car les hommes peuvent se sentir déposséder de leur rôle de principal pourvoyeur financier de leur foyer ou ne pas

accepter de voir leur femme changer de statut ou prendre du pouvoir au sein du couple. Par ailleurs, 6 hommes ont exprimé avoir subi des violences conjugales. Certains hommes subissent aussi une pression économique souvent aux prémices de violences économiques de la part de leur conjointe. Pour 24% des hommes, leur femme a déjà exigé de savoir comment leur propre argent a été dépensé, pour 7%, leur femme leur a déjà fait se sentir obligé de lui donner de l'argent, pour 18%, leur femme a agi comme si l'argent ou les biens de son mari étaient les leurs.

4. Conclusions et discussions

En conclusion, le microcrédit stimule les activités génératrices de revenus des emprunteurs. Nous observons des améliorations significatives dans leur chiffre d'affaires, le nombre d'employés, la régularité de l'épargne et la capacité à couvrir des dépenses de santé importantes. Cependant, ces deux derniers impacts peuvent être limités dans le temps puisque les bénéficiaires perdent l'accès à la mutuelle santé et à l'épargne propre au programme de VAHATRA et ne perpétuent pas ces comportements d'épargne et ont peu d'alternatives concernant l'offre d'assurance santé en dehors de VAHATRA. 70% ont renouvelé leur prêt en endline. Environ 41% des micro-entrepreneurs rencontrent des difficultés de remboursement. Lorsque les bénéficiaires arrêtent leur prêt, que ce soit un 1^e ou un 3^e prêt, leur niveau de vie après le microcrédit ne change pas significativement. Leur situation n'est pas pire mais ne s'améliore pas. Néanmoins, 20% des premiers prêts, 14% des 3^e troisièmes prêts ayant arrêtés le font car ils disent être devenus financièrement indépendants et aspirent à ne plus dépendre d'un microcrédit. En ce qui concerne les impacts sociaux et l'amélioration des conditions de vie, le microcrédit a un effet très limité, bien que nous remarquions une influence positive sur la scolarisation des enfants pour les 1^e prêts.

Notre zone d'étude présente des inégalités entre les femmes et les hommes. Les femmes sont moins propriétaires de leur terre et de leur maison que les hommes. Les femmes célibataires sont plus pauvres que les hommes célibataires. Les normes de genre sont traditionnelles et confèrent aux femmes la quasi-totale responsabilité de la gestion de leur foyer et aux hommes la responsabilité de subvenir aux besoins financiers de leur famille. Les violences conjugales sont banalisées et légitimées dans plusieurs situations (si la femme néglige les enfants ou se dispute avec son partenaire) et plus d'une centaine de femmes de notre échantillon ont déjà subi des violences de la part de leur conjoint.

En termes d'émancipation, le microcrédit a un effet positif significatif sur l'autonomisation financière des femmes. Elles ont davantage les capacités de gérer seules leur foyer et subissent moins de pression économique de la part de leur mari. En revanche on ne remarque aucun changement sur les normes de genre et le pouvoir de décision au sein du ménage. Les femmes prenant l'initiative de prendre un microcrédit ont quand même tendance à avoir des normes de genre plus flexibles et plus égalitaire que les femmes sans microcrédit. Les décisions au sein du ménage se prennent majoritairement de façon conjointe entre les deux partenaires et pour 90% leur avis est bien pris en compte dans les décisions. Nous n'observons pas d'effets négatifs sur leur santé psychologique ni sur les perceptions des violences conjugales. En revanche,

l'augmentation des responsabilités et des charges liées au microcrédit a un effet négatif sur leur implication au sein de la communauté, un effet qui disparaît après plusieurs microcrédits.

Limites des effets du microcrédit

Bien que VAHATRA propose des formations ciblées sur la gestion des AGR et les pratiques agricoles et d'élevage, la population cible a un niveau d'éducation très faible, avec 41% n'ayant pas atteint le niveau d'étude secondaire. Nous maintenons une des critiques de Duflo qui repose sur l'idée que les pauvres ne sont pas tous des entrepreneurs, et que la pauvreté ne subsiste pas simplement à cause d'un manque de capital. De plus l'environnement d'affaires n'est pas propice au développement de leur AGR. Les bénéficiaires de microcrédit peuvent avoir du mal à accéder aux marchés pour leurs produits ou services, ce qui limite leur potentiel de croissance et de rentabilité. De nombreuses contraintes ont été citées par les bénéficiaires de VAHATRA, entre autres, le manque de clientèle, la rentabilité trop faible de leur activité, l'inflation, l'insécurité, les chocs (comme le Covid ou le dérèglement climatique), et le manque d'infrastructures et d'assistance (notamment pour les femmes qui travaillent et qui élèvent des enfants ou les personnes malades). Bien que le crédit soit majoritairement utilisé pour développer l'AGR certains l'utilise pour faire face à des imprévus ou couvrir des dépenses qu'ils ne peuvent pas couvrir avec leur simple revenu. Le microcrédit n'est donc pas réinvesti et ne procure pas de revenus supplémentaires.

Annexe

Annexe 1. Test de similitude entre les 1e prêts ruraux et les contrôles

	Traités en 1e prêt zone rurale			Contrôles			Difference*		
	N	Mean	St. Dev	N	Mean	St. Dev	Raw diff.	Normalized diff. (Imbens and Rubin, 2015)	P-value
<i>Caractéristiques du ménage</i>									<i>F-test : 0.00</i>
Arrivé avant l'âge adulte dans la localité	590	.73	.44	719	.8	.4	-.07	.17	0
Secteur agricole	590	.31	.46	719	.48	.5	-.17	.35	0
# d'enfants	590	1.76	1.25	719	1.73	1.25	.02	-.02	.76
<i>Caractéristiques individuelles</i>									<i>F-test : 0.00</i>
Sexe	590	.65	.48	719	.6	.49	.05	-.1	.05
Age	590	36.8	11.39	693	38.91	13.27	-2.11	.17	0
Couple	590	.81	.39	719	.84	.37	-.03	.08	.15
Education	590	.27	.44	719	.54	.5	-.28	.57	0
Religion	590	2.09	1.12	719	2.07	1.17	.02	-.02	.79
Merina	590	.96	.2	719	.97	.18	-.01	.05	.32
# AGR	574	1.82	.67	661	2.09	.96	-.27	.33	0
<i>Photo de famille</i>									<i>F-test : .</i>
Score 1	590	2.41	.83	719	2.4	.87	.01	-.01	.77
Score 2	590	2.02	.41	719	1.79	.48	.23	-.52	0
Score 3	590	.81	.8	719	.39	.58	.41	-.6	0
Score 4	590	.97	.84	719	.75	.78	.22	-.27	0
Score 5	590	2.8	.55	719	2.55	.88	.26	-.34	0
Score 6	590	1.71	.51	719	1.64	.58	.07	-.13	.03
Score 7	590	2.95	.35	719	2.92	.4	.02	-.08	.29
Score 8	590	2.83	.61	719	2.68	.84	.15	-.2	0
Score 9	590	2.08	.63	719	1.55	.66	.53	-.82	0
Score 10	590	2.92	.34	719	2.79	.54	.13	-.29	0
Score 11	590	1.57	.83	719	1.23	.82	.35	-.41	0
Score 12	590	2.13	.98	719	1.57	.91	.56	-.59	0
Score 13	590	1.37	.49	719	1.24	.47	.13	-.27	0
Score 14	590	1.56	.84	719	1.38	.89	.18	-.21	0
Score 15	590	1.66	.86	719	1.26	.83	.4	-.47	0
Score 16	590	1.5	.5	719	1.16	.38	.33	-.76	0
Score 17	590	.94	.73	719	.61	.65	.32	-.48	0

Annexe 2. Test de similitudes en fonction de l'attrition

	N	Traites	Traites	Controles	Controles	P-value Diff			Normalized diff		
		N attrition	non-attr.	attrition	non-attri.	(1) vs (2)	(3) vs (4)	(2) vs (4)	(1) vs (2)	(3) vs (4)	(2) vs (4)
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
Femme (0/1)	2056	0.65 [0.48]	0.71 [0.46]	0.61 [0.49]	0.59 [0.49]	0.02 (0.02)	0.95 (0.90)	0.00 (0.02)	0.13	-0.04	-0.25
Age (en annees)	2028	34.30 [10.75]	38.07 [11.47]	36.20 [13.01]	40.33 [13.20]	0.00 (0.02)	0.01 (0.02)	0.36 (0.47)	0.34	0.32	0.18
Couple (0/1)	2056	0.77 [0.42]	0.81 [0.39]	0.84 [0.37]	0.84 [0.37]	0.09 (0.04)	0.89 (0.82)	0.39 (0.25)	0.10	0.00	0.08
Diplome (0/1)	2056	0.23 [0.42]	0.22 [0.42]	0.51 [0.50]	0.56 [0.50]	0.89 (0.78)	0.22 (0.20)	0.00 (0.02)	-0.02	0.10	0.74
Secteur agricole (0/1)	2056	0.20 [0.40]	0.29 [0.45]	0.46 [0.50]	0.49 [0.50]	0.12 (0.02)	0.97 (0.98)	0.13 (0.02)	0.21	0.06	0.42
Anciennete localite (en annÃ©es)	2036	23.21 [16.10]	27.94 [17.55]	29.58 [16.25]	35.80 [16.11]	0.00 (0.02)	0.00 (0.02)	0.00 (0.08)	0.28	0.38	0.47
Nb d'enfant	2056	1.66 [1.22]	1.69 [1.23]	1.70 [1.28]	1.76 [1.23]	0.69 (0.57)	0.25 (0.18)	0.13 (0.29)	0.02	0.05	0.06
Merina (0/1)	2056	0.91 [0.28]	0.96 [0.20]	0.97 [0.17]	0.97 [0.18]	0.00 (0.02)	0.87 (0.92)	0.60 (0.61)	0.20	0.00	0.05
Religion	2056	2.08 [1.14]	2.09 [1.10]	2.08 [1.15]	2.07 [1.18]	0.74 (0.57)	0.91 (0.80)	0.64 (0.31)	0.01	-0.01	-0.02
Arrive avant l'age adulte (0/1)	2056	0.65 [0.48]	0.68 [0.47]	0.72 [0.45]	0.85 [0.36]	0.43 (0.14)	0.01 (0.02)	0.00 (0.02)	0.06	0.32	0.41
Nb d'AGR	1961	1.68 [0.66]	1.73 [0.68]	1.98 [0.87]	2.15 [1.00]	0.49 (0.47)	0.08 (0.02)	0.22 (0.06)	0.07	0.18	0.49

Notes : N est le nombre d'observation, les écarts types sont entre parenthèses. Les clusters sont au niveau des communes.

Annexe 3. Descriptions des variables

Nom	Description
Variables de niveau de vie	
Score total de la photo de famille	Somme des 17 items de la photo de famille
Score réduit de la photo de famille	Somme des 14 items de la photo de famille excluant la régularité de l'épargne, les dépenses en santé et les documents administratifs
Chiffre d'affaires	Somme des revenus hebdomadaires expliciter par la question : "Combien d'argent perdez-vous si vous n'allez pas travailler la semaine prochaine ?" Exprimés en log
Dépenses mensuelles	Sommes des différentes catégories de dépenses : loyer, électricité, eau, alimentation, charbon/bois, éducation, crédit téléphonique, aide-ménagère, santé, vêtements, aide aux autres, nettoyage de la maison, autres dépenses. Exprimées en log Correction de l'inflation pour les données de endline
Emploi	
Travailleur à son compte	Variable égale à 1 si oui et 0 si non
Nombre d'AGR de l'individu	Nombre
Emploie d'autres personnes dans son AGR ?	Variable égale à 1 si oui et 0 si non
Nombre d'employés dans son AGR	Nombre
Variables de contrôles	
Femme	Variable égale à 1 si femme et à 0 si homme
Marié	Variable égale à 1 si l'individu est en couple et à 0 si non
Secteur agricole	Variable égale à 1 si l'individu est dans le secteur agricole et à 0 si non
Age	Age
Niveau d'éducation	Variable égale à 1 si l'individu à un diplôme (au moins en fin de collège) et à 0 si non
Nombre d'enfants dans le ménage	Total du nombre d'enfants dans le ménage
Urbain	Variable égale à 1 si l'individu est en zone urbaine et à 0 s'il est en zone rurale
Variables d'empowerment	
Autonomie financière	
Capacité à être seule	En cas d'urgence, pensez-vous que vous pourriez réunir seule assez d'argent pour loger et nourrir votre famille pendant 4 semaines ? Variable égale à 1 si la personne pense réunir seule assez d'argent pour loger et nourrir votre famille pendant 4 semaines
Pression économique du partenaire Il exige de savoir comment votre propre argent a été dépensé Il a refusé de vous donner de l'argent alors que la famille en avait besoin (pour acheter de la nourriture, des vêtements ou d'autres nécessités) Il vous a fait sentir obliger de lui donner de l'argent Il a pris votre argent ou vos économies sans votre permission ou à votre insu Il a agit comme si votre argent ou vos biens étaient son argent à lui, ou ses biens à lui alors que c'est à vous	Variable égale à 0 si "Jamais" 1 si "Seulement 1 à 2 fois" et 2 si "Souvent (plus de 2 fois)"
Intensité de la pression économique du partenaire	Somme des items précédents. Score allant de 0 à 10 (0 aucune pression économique du partenaire, 10 pression éco maximale du partenaire)
Swindex pression économique du partenaire	Indicateur SWINDEX
Prise de décision au sein du ménage	
Comment votre argent va être dépensé? L'achat de nourritures et des petits achats du quotidien?	Score de -1 (le partenaire prend seul la décision), 0 (la décision est jointe), 1 (le répondant prend seul la décision)

Les achats importants pour le ménage (dépenses de santé, télévision, réfrigérateur)?

Les achats importants pour vos activités économiques (une machine agricole, local de vente, charrette)?

La scolarisation des enfants ?

Swindex prise de décision Indicateur SWINDEX

Normes de genre

Une femme devrait pouvoir choisir ses propres amis même si son partenaire n'est pas d'accord Variable égale à 1 quand la personne est d'accord avec l'affirmation et 0 quand la personne n'est pas d'accord

Une femme a l'obligation d'avoir une relation sexuelle avec son mari même si elle n'en a pas envie
Contrairement aux hommes, le rôle le plus important d'une femme est de s'occuper de son foyer et de cuisiner pour sa famille

Variable égale à 0 quand la personne est d'accord avec l'affirmation et 1 quand la personne n'est pas d'accord

Donner le bain et nourrir les enfants devrait être la responsabilité d'une femme et non des hommes
Contrairement aux femmes, le rôle des hommes est de subvenir aux besoins de leur famille

Swindex normes de genre Indicateur SWINDEX

Violences conjugales

Perception de violences conjugales dans son entourage

Sa famille la traite mal

Son mari l'a déjà insulté ou lui a fait se sentir mal dans sa peau

Son mari l'a déjà poussée, frappée ou giflée

Variable égale à 1 si pense que oui et 0 sinon pense que non

Il y a des cris ou des disputes dans son foyer

Son mari l'a déjà contrainte physiquement à avoir des rapports sexuels ou à accomplir tout autre acte sexuel contre sa volonté

Swindex type de violence Indicateur SWINDEX

Attitudes sur la justification des violences

Si elle néglige les enfants ?

Si elle lui désobéit ?

Si elle se dispute de manière grossière avec lui?

Si elle le menace de le quitter ou de divorcer?

Variable égale à 0 quand la personne est d'accord avec l'affirmation et 1 quand la personne n'est pas d'accord

S'il vient de perdre son travail ou a appris une très mauvaise nouvelle?

S'il a bu de l'alcool ?

Swindex perceptions sur la justification des violences Indicateur SWINDEX

Prise d'initiative au sein de la communauté

J'ai l'impression d'avoir une assez bonne compréhension des problèmes importants de ma communauté

Les personnes comme moi ont la capacité de participer efficacement aux activités et aux prises de décision de la communauté.

Variable égale à 1 quand la personne est d'accord avec l'affirmation et 0 quand la personne n'est pas d'accord

Mon opinion est importante car elle pourrait un jour faire la différence dans ma communauté.

La plupart des dirigeants de la communauté m'écouteront

Swindex capacité d'agir dans sa communauté Indicateur SWINDEX

Santé psychologique

Au cours des 4 dernières semaines, vous-êtes vous senti inquiet ou anxieux ?

Vous-êtes vous senti déprimé ou triste ?

Avez-vous souvent eu des difficultés pour travailler ou réaliser vos activités quotidiennes ?

Variable égale à 0 "Jamais", 1 "Oui, une fois ou deux fois ces 4 dernières semaine", 2 "Oui régulièrement" 3 "Oui tout le temps"

Aviez-vous moins d'espoir pour l'avenir que d'habitude ?

Vous-êtes vous senti en insécurité ?

Swindex santé psychologique

Indicateur SWINDEX

Notes : l'indicateur SWINDEX (Anderson 2008) est une combinaison des items en un seul indice standardisé qui facilite la généralisation des résultats et peut être plus puissant que les tests individuels. C'est une méthode qui accorde plus d'importance aux indicateurs qui fournissent de nouvelles informations et moins d'importance à ceux qui sont fortement corrélés entre eux et permet d'établir un indice même lorsque certaines données sont manquantes.

Annexe 4. Impact du microcrédit sur les critères économiques de la photo de famille

	Nombre de personnes à charge par adulte ayant un revenu	Activité de l'adulte principal gagne-pain du foyer	Régularité de l'épargne	Estimation des dépenses / jour / pers.
Echantillon total				
Impact	-.0174	.0318	.8825***	.0391
	(.0651)	(.0341)	(.0863)	(.0893)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.0518**	.2253***	.6665***	.1588
	(.0229)	(.0633)	(.0405)	(.1189)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	-.1442	.2212***	-.0528	.2471**
	(.0884)	(.0588)	(.1454)	(.1111)
N	3466	3466	3466	3466
1e prêt				
Impact	.0058	-.0157	1.368***	.0623
	(.0797)	(.0535)	(.0913)	(.0832)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.0196	.248***	.3279***	.1095
	(.0292)	(.068)	(.0547)	(.1314)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	-.1167	.2653***	.1148	.2868**
	(.1285)	(.0687)	(.1043)	(.1013)
N	2188	2188	2188	2188
Crédit renouvelé				
Impact	.0239	.0115	1.588***	.0065
	(.0695)	(.0401)	(.0776)	(.0916)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.0097	.2699***	.7482***	.1836
	(.0511)	(.0693)	(.0316)	(.1103)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	-.0673	.1334***	.0572	.3389***
	(.05)	(.03)	(.0734)	(.0952)
N	2480	2480	2480	2480
# clusters	19	19	19	19

Notes : Méthodologie de la double différence (comparaison avant-après des groupes de traitement et de contrôle). Variables **de contrôles** : le sexe, le statut matrimonial, le secteur d'activité (si agricole ou non), l'âge, le niveau d'éducation (le fait d'avoir un diplôme ou non), le nombre total d'enfant et la zone géographique (en zone rurale ou non).

Entre parenthèse, les écarts types. **Niveau de significativité** * p<0.10, ** p<0.05, *** p<0.01.

Estimations clusterisées au niveau des communes pour prendre en compte les différences géographiques potentielles.

Annexe 5. Impact du microcrédit sur les critères de santé de la photo de famille

	Nutrition	Possibilité de payer pour une dépense de santé "importante"	Mortalité infantile
Echantillon total			
Impact	-.0828* (.0332)	.6632*** (.0421)	.0534** (.0242)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.2493 (.1724)	.2822*** (.0205)	-.0072 (.0189)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	.2044*** (.0642)	-.1306 (.107)	.0272 (.0388)
N	3465	3466	3465
1e prêt			
Impact	-.1078* (.0513)	.9172*** (.0578)	.0393 (.0307)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.2768 (.1754)	.1089*** (.0327)	.0108 (.028)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	.2239** (.0841)	.0311 (.1234)	.0587 (.0615)
N	2188	2188	2188
Crédit renouvelé			
Impact	-.1096*** (.0342)	1.06*** (.0323)	.0505** (.0221)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.2645 (.1919)	.3315*** (.026)	-.028 (.0354)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	.0435** (.0174)	-.0957*** (.027)	-.0401** (.0185)
N	2479	2480	2479
# clusters	19	19	19

Notes : Méthodologie de la double différence (comparaison avant-après des groupes de traitement et de contrôle).

Variables de contrôles : le sexe, le statut matrimonial, le secteur d'activité (si agricole ou non), l'âge, le niveau d'éducation (le fait d'avoir un diplôme ou non), le nombre total d'enfant et la zone géographique (en zone rurale ou non).

Entre parenthèse, les écarts types. **Niveau de significativité** * p<0.10, ** p<0.05, *** p<0.01.

Estimations clusterisées au niveau des communes pour prendre en compte les différences géographiques potentielles.

Annexe 6. Impact du microcrédit sur les critères d'éducation de la photo de famille

	Scolarisation des enfants	Niveau d'éducation maximum dans la famille
Echantillon total		
Impact	.0675 (.0527)	.0758* (.0401)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.1393** (.0596)	.3991*** (.0784)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	-.0126 (.0705)	-.0385 (.0708)
N	3465	3466
1e prêt		
Impact	.1064* (.0566)	.0213 (.0378)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.1343** (.0518)	.4525*** (.0669)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	-.0031 (.1046)	.0351 (.0893)
N	2188	2188
Crédit renouvelé		
Impact	.0653 (.0582)	.0992** (.0469)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.1439 (.0967)	.3772*** (.1199)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	-.0146 (.0644)	-.053* (.0268)
N	2479	2480
# clusters	19	19

Notes : Méthodologie de la double différence (comparaison avant-après des groupes de traitement et de contrôle).

Variables de contrôles : le sexe, le statut matrimonial, le secteur d'activité (si agricole ou non), l'âge, le niveau d'éducation (le fait d'avoir un diplôme ou non), le nombre total d'enfant et la zone géographique (en zone rurale ou non).

Entre parenthèse, les écarts types. **Niveau de significativité** * $p < 0.10$, ** $p < 0.05$, *** $p < 0.01$.

Estimations clusterisées au niveau des communes pour prendre en compte les différences géographiques potentielles.

Annexe 7. Impact du microcrédit sur les critères sociaux de la photo de famille

	Documents administratifs	Niveau d'hygiène (corporel / vestimentaire / habitat)
Echantillon total		
Impact	-.2152^{***} (.0368)	-.0555 (.056)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.1204 ^{***} (.03)	.417 ^{***} (.0462)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	.1683 [*] (.0863)	.0425 (.1171)
N	3466	3464
1e prêt		
Impact	-.1799^{***} (.044)	-.0242 (.0709)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.086 ^{**} (.0323)	.4167 ^{***} (.0324)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	.2459 ^{***} (.0744)	-.0744 (.1861)
N	2188	2187
Crédit renouvelé		
Impact	-.1971^{***} (.0412)	-.0722 (.0669)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.0637 (.044)	.4588 ^{***} (.0588)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	.0626 ^{**} (.0278)	.01 (.0355)
N	2480	2479
# clusters	19	19

Notes : Méthodologie de la double différence (comparaison avant-après des groupes de traitement et de contrôle).

Variables de contrôles : le sexe, le statut matrimonial, le secteur d'activité (si agricole ou non), l'âge, le niveau d'éducation (le fait d'avoir un diplôme ou non), le nombre total d'enfant et la zone géographique (en zone rurale ou non).

Entre parenthèse, les écarts types. **Niveau de significativité** * p<0.10, ** p<0.05, *** p<0.01.

Estimations clusterisées au niveau des communes pour prendre en compte les différences géographiques potentielles.

Annexe 8. Impact du microcrédit sur les critères de conditions de vie de la photo de famille

	Electricité	Toilettes	Eau potable	Habitat	Combustible pour la cuisine	Equipement / électroménager
Echantillon total						
Impact	.0657	-.0422*	.0894	-.0334	.0294	-.0393
	(.0463)	(.0233)	(.1008)	(.0964)	(.0271)	(.0413)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.5529***	.1054***	.0393	.4154***	.4169***	.3614***
	(.1439)	(.0302)	(.1)	(.0201)	(.0627)	(.0211)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	-.0224	.1831***	-.0863	.0889	-.0225	5.3e-05
	(.0919)	(.0541)	(.1438)	(.1174)	(.0396)	(.0624)
N	3466	3466	3466	3466	3466	3466
1e prêt						
Impact	.0762	-.0276	.0769	.0219	.031	-.0254
	(.0596)	(.0209)	(.1278)	(.1033)	(.0379)	(.0524)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.512***	.0833**	.0558	.3818***	.4019***	.3471***
	(.1588)	(.0325)	(.0841)	(.0221)	(.0724)	(.0232)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	.0491	.1166	-.0037	.0235	-.0347	.031
	(.1503)	(.0866)	(.1281)	(.1794)	(.0604)	(.0773)
N	2188	2188	2188	2188	2188	2188
Crédit renouvelé						
Impact	.0407	-.0554*	.0911	-.0422	.021	-.0363
	(.0564)	(.0302)	(.1007)	(.1114)	(.0251)	(.0412)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.7065***	.1754***	.02	.5107***	.4249***	.412***
	(.122)	(.054)	(.139)	(.0318)	(.0331)	(.0277)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	.1271**	.1444***	.0402	-.0734	-.0054	-.1407***
	(.0495)	(.0138)	(.0787)	(.086)	(.0149)	(.0181)
N	2480	2480	2480	2480	2480	2480
# clusters	19	19	19	19	19	19

Notes : Méthodologie de la double différence (comparaison avant-après des groupes de traitement et de contrôle).

Variables de contrôles : le sexe, le statut matrimonial, le secteur d'activité (si agricole ou non), l'âge, le niveau d'éducation (le fait d'avoir un diplôme ou non), le nombre total d'enfant et la zone géographique (en zone rurale ou non).

Entre parenthèse, les écarts types. **Niveau de significativité** * p<0.10, ** p<0.05, *** p<0.01.

Estimations clusterisées au niveau des communes pour prendre en compte les différences géographiques potentielles.

Annexe 9. Impact du microcrédit sur les revenus et les dépenses

	Chiffre d'affaires mensuel	Total dépenses mensuelles	Dépenses totales alimentations	Dépenses alimentations par tête	Proportion des dépenses alimentations	Dépenses totales éducation
Echantillon total						
Impact	.2522** (.1156)	.0139 (.0693)	.0093 (.079)	2909 -3824	.3007 (1.106)	.0521 (.1221)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.5983* (.2909)	.1684 (.1351)	.0583 (.0953)	-235 -2775	-6.416*** (1.822)	.4194*** (.0748)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	-.1201 (.1021)	.2983*** (.0657)	.4584*** (.0671)	9954** -3660	-3.375*** (.4796)	.0697 (.1156)
N	3327	3466	3439	3466	3466	2104
1e prêt						
Impact	.2229* (.113)	.0103 (.068)	-.011 (.0803)	2882 -3854	-.0411 (1.108)	.1012 (.1216)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.5673* (.2942)	.1446 (.1376)	.0359 (.1036)	-757.8 -2852	-6.134*** (1.75)	.3855*** (.0837)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	-.1209 (.104)	.3015*** (.0668)	.4655*** (.0687)	9808** -3627	-3.202*** (.5016)	.055 (.1166)
N	2816	2938	2914	2938	2938	1762
Crédit renouvelé						
Impact	.2677** (.1182)	-.0139 (.0727)	.0244 (.0725)	2170 -4018	1.21 (1.246)	.0359 (.1331)
Différence entre traités et contrôles en baseline	.5462** (.2385)	.2115 (.1424)	.0966 (.1249)	1922 -2663	-5.197*** (.7391)	.4719*** (.1307)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	-.1041 (.1081)	.3096*** (.0697)	.4685*** (.0737)	1.0e+04** -3795	-3.348*** (.5474)	.0943 (.111)
N	2378	2480	2460	2480	2480	1490
# clusters	19	19	19	19	19	19

Notes : Méthodologie de la double différence (comparaison avant-après des groupes de traitement et de contrôle).

Variabes de contrôles : le sexe, le statut matrimonial, le secteur d'activité (si agricole ou non), l'âge, le niveau d'éducation (le fait d'avoir un diplôme ou non), le nombre total d'enfant et la zone géographique (en zone rurale ou non).

Entre parenthèse, les écarts types. **Niveau de significativité** * p<0.10, ** p<0.05, *** p<0.01.

Estimations clusterisées au niveau des communes pour prendre en compte les différences géographiques potentielles. Revenus et dépenses exprimés en log pour faciliter la lecture.

Annexe 10. Impact du microcrédit sur l'emploi

	Avoir une AGR	Nb d'AGR	Emploi d'autres personnes	Nb d'employés
Echantillon total				
Impact	.0731 (.0495)	-.0183 (.1709)	-.2395*** (.0396)	.5393** (.2135)
Différence entre traités et contrôles en baseline	-.0342 (.0387)	-.1691 (.1671)	.2175*** (.0207)	-.4496*** (.1223)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	-.128*** (.0357)	.3866** (.1768)	.338*** (.0362)	-1.082*** (.1603)
N	3310	3224	2951	2951
1e prêt				
Impact	.0825 (.0477)	.0095 (.1688)	-.236*** (.0406)	.5181** (.2305)
Différence entre traités et contrôles en baseline	-.0347 (.038)	-.1847 (.1645)	.2262*** (.025)	-.4486*** (.1363)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	-.1295*** (.0357)	.3895** (.1783)	.3311*** (.0387)	-1.056*** (.1719)
N	2801	2718	2444	2444
Crédit renouvelé				
Impact	.0974* (.0485)	-.0635 (.1782)	-.2175*** (.0546)	.4295 (.3005)
Différence entre traités et contrôles en baseline	-.0544 (.0358)	-.1017 (.0854)	.2053*** (.0329)	-.2229 (.201)
Différence entre baseline et endline pour les contrôles	-.1267*** (.034)	.3973** (.1806)	.3357*** (.0407)	-1.105*** (.1679)
N	2374	2305	2027	2027
# clusters	19	19	19	19

Annexe 11. Impact du microcrédit sur les normes de genre

Normes de genre :	Une femme devrait pouvoir choisir ses propres amis même si son partenaire n'est pas d'accord	Une femme a l'obligation d'avoir une relation sexuelle avec son mari même si elle n'en a pas envie	Contrairement aux hommes, le rôle le plus important d'une femme est de s'occuper de son foyer et de cuisiner pour sa famille	Donner le bain et nourrir les enfants devrait être la responsabilité d'une femme et non des hommes	Contrairement aux femmes, le rôle des hommes est de subvenir aux besoins de leur famille	Swindex normes de genre
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Echantillon total	-0.0315 (.0534)	-0.0423 (.0515)	-0.0043 (.0631)	-0.0305 (.0652)	.0269 (.0661)	-.084 (.0967)
le prêt	-0.0194 (.0575)	-0.0089 (.0596)	-0.0089 (.0596)	-.025 (.0642)	.0358 (.0667)	-.0726 (.0948)
Crédit renouvelé	-.0644 (.0511)	.0028 (.0528)	-.0161 (.0656)	-.0202 (.0638)	.0252 (.0646)	-.0861 (.108)
Moyenne contrôles baseline	0,68	0,51	0,35	0,32	0,26	-0,22
# obs échantillon total	2091	2088	2015	2090	2094	2097
# clusters	19	19	19	19	19	19

Notes : Méthodologie de la double différence (comparaison avant-après des groupes de traitement et de contrôle). Les **variables de contrôles** incluses : le sexe, le statut matrimonial, le secteur d'activité (si agricole ou non), l'âge, le niveau d'éducation (le fait d'avoir un diplôme ou non), le nombre total d'enfant et la zone géographique (en zone rurale ou non). Nous incluons également l'âge du partenaire et son niveau d'éducation. Entre parenthèse, les écarts types. **Niveau de significativité** * p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001. Estimations clusterisées au niveau des communes.

Annexe 12. Impact du microcrédit sur les perceptions sur les violences conjugales

Type de violence (vignettes) :	Sa famille la traite mal	Son mari l'a déjà insulté ou lui a fait se sentir mal dans sa peau	Son mari l'a déjà poussée, frappée ou giflée	Il y a des cris ou des disputes dans son foyer	Son mari l'a déjà contraint physiquement à avoir des rapports sexuels	Swindex type de violence	Swindex perceptions sur la justification des violences
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Echantillon total	-0.0493 (.0505)	-0.0494 (.0353)	-.0735** (.0297)	-.0104 (.0463)	.0206 (.0338)	-.0945 (.1105)	.1142 (.1184)
le prêt	-0.0531 (.0505)	-.022 (.0374)	-.0539* (.0302)	.0145 (.0496)	.021 (.0336)	-.0686 (.1143)	.0985 (.1183)
Crédit renouvelé	-.0386 (.0541)	-.0291 (.0384)	-.0473 (.0285)	-.0041 (.0377)	.0464 (.0364)	-.0343 (.0982)	.1351 (.1389)
Moyenne contrôles baseline	0,84	0,67	0,64	0,54	0,84	-0,19	-0,03
# obs échantillon total	2091	2091	2091	2091	2091	2091	2131
# clusters	19	19	19	19	19	19	19

Notes : Méthodologie de la double différence (comparaison avant-après des groupes de traitement et de contrôle). Les variables de contrôles incluses : le sexe, le statut matrimonial, le secteur d'activité (si agricole ou non), l'âge, le niveau d'éducation (le fait d'avoir un diplôme ou non), le nombre total d'enfant et la zone géographique (en zone rurale ou non). Nous incluons également l'âge du partenaire et son niveau d'éducation. Entre parenthèse, les écarts types. Niveau de significativité * p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001. Estimations clusterisées au niveau des communes.

Annexe 13. Impact du microcrédit sur la santé psychologique

	Difficultés pour travailler	Inquiet ou anxieux	Déprimé ou triste	Moins d'espoir pour l'avenir que d'habitude	Sentiment d'insécurité	Swindex santé psychologique
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Echantillon total	-.0143 (.1705)	-.0422 (.206)	-.025 (.1493)	.0233 (.156)	-.0654 (.1257)	-.0342 (.1503)
1e prêt	.0201 (.1838)	-.0401 (.2224)	-.0131 (.1644)	.0288 (.164)	-.0407 (.1372)	-.0153 (.1622)
Crédit renouvelé	-.0854 (.1619)	-.0939 (.2015)	-.0729 (.1426)	-.0542 (.1405)	-.0947 (.1207)	-.0866 (.1389)
Moyenne contrôles baseline	2,39	2,36	2,40	2,40	2,29	0,39
# obs échantillon total	2132	2128	2132	2132	2132	2132
# clusters	19	19	19	19	19	19

Notes : Méthodologie de la double différence (comparaison avant-après des groupes de traitement et de contrôle).

Les variables de contrôles incluses : le sexe, le statut matrimonial, le secteur d'activité (si agricole ou non), l'âge, le niveau d'éducation (le fait d'avoir un diplôme ou non), le nombre total d'enfant et la zone géographique (en zone rurale ou non). Nous incluons également l'âge du partenaire et son niveau d'éducation.

Entre parenthèse, les écarts types. Niveau de significativité * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Estimations clusterisées au niveau des communes.

Annexe 14. Impact du microcrédit sur l'autonomisation financière

	Capacité à faire face aux imprévus	Intensité de la pression économique du partenaire	Swindex pression économique du partenaire
	(1)	(2)	(3)
Echantillon total	.0874*** (.0217)	.3439** (.1341)	.1841* (.0909)
1e prêt	.0835*** (.0277)	.2812** (.1155)	.1388* (.0798)
Crédit renouvelé	.0903*** (.0288)	.3498** (.1377)	.1887** (.0865)
Moyenne contrôles en baseline	1,2	9,5	0,2
# obs échantillon total	1938	1590	1590
# clusters	19	19	19

Notes : Méthodologie de la double différence (comparaison avant-après des groupes de traitement et de contrôle).

Les variables de contrôles incluses : le sexe, le statut matrimonial, le secteur d'activité (si agricole ou non), l'âge, le niveau d'éducation (le fait d'avoir un diplôme ou non), le nombre total d'enfant et la zone géographique (en zone rurale ou non). Nous incluons également l'âge du partenaire et son niveau d'éducation.

Entre parenthèse, les écarts types. Niveau de significativité * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Estimations clusterisées au niveau des communes.

Annexe 15. Impact du microcrédit sur le pouvoir de décision au sein du ménage

Domaine de décisions	Ses propres revenus	Nourriture et petits achats	Achats importants pour le ménage	Achats importants pour l'AGR	Scolarisation des enfants	Swindex prise de décision
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Echantillon total	.0267 (.0447)	-.0188 (.0443)	-.0727* (.0407)	-.1086** (.04)	-.055 (.0391)	-.1575 (.0957)
1e prêt	.0246 (.0464)	.0032 (.0473)	-.0891** (.038)	-.1217*** (.039)	-.0391 (.0398)	-.1616 (.0991)
Crédit renouvelé	.0374 (.0484)	-.0355 (.0454)	-.0909* (.0453)	-.1179** (.041)	-.0264 (.046)	-.162 (.1025)
Moyenne contrôles						
baseline	0,19	0,19	0,15	0,15	0,10	0,05
# obs échantillon total	1936	1938	1934	1935	1688	1938
# clusters	19	19	19	19	19	19

Notes : Méthodologie de la double différence (comparaison avant-après des groupes de traitement et de contrôle).

Les **variables de contrôles** incluses : le sexe, le statut matrimonial, le secteur d'activité (si agricole ou non), l'âge, le niveau d'éducation (le fait d'avoir un diplôme ou non), le nombre total d'enfant et la zone géographique (en zone rurale ou non). Nous incluons également l'âge du partenaire et son niveau d'éducation.

Entre parenthèse, les écarts types. **Niveau de significativité** * p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001.

Estimations clusterisées au niveau des communes.

Annexe 16. Impact du microcrédit sur la capacité d'initiative au sein de la communauté

	Bonne compréhension des problèmes importants de ma communauté	Capacité de participer efficacement aux activités et aux prises de décision de la communauté	Opinion importante car elle pourrait la différence dans ma communauté	La plupart des dirigeants de la communauté m'écouteraient	Swindex capacité d'agir dans sa communauté
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Echantillon total	.0395 (.0358)	-.0342* (.019)	-.0632** (.025)	-.0792*** (.0268)	-.1084* (.0607)
1e prêt	.0421 (.0451)	-.0353* (.0201)	-.0584** (.0238)	-.1011*** (.0243)	-.1283** (.0602)
Crédit renouvelé	.0402 (.0369)	-.0325* (.0182)	-.0522* (.0264)	-.0795** (.0292)	-.1 (.0687)
Moyenne contrôles					
baseline	0,86	0,89	0,89	0,84	0,01
# obs échantillon total	2093	2097	2097	2096	2097
# clusters	19	19	19	19	19

Notes : Méthodologie de la double différence (comparaison avant-après des groupes de traitement et de contrôle).

Les variables de contrôles incluses : le sexe, le statut matrimonial, le secteur d'activité (si agricole ou non), l'âge, le niveau d'éducation (le fait d'avoir un diplôme ou non), le nombre total d'enfant et la zone géographique (en zone rurale ou non). Nous incluons également l'âge du partenaire et son niveau d'éducation.

Entre parenthèse, les écarts types. Niveau de significativité * p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001.

Estimations clusterisées au niveau des communes.

Bibliographie

Aghion, B. A. de, Armendáriz, B., & Morduch, J. (2007). *The Economics of Microfinance*. MIT Press.

Angelucci, M., Karlan, D., & Zinman, J. (2015). Microcredit Impacts : Evidence from a Randomized Microcredit Program Placement Experiment by Compartamos Banco. *American Economic Journal: Applied Economics*, 7(1), 151-182.
<https://doi.org/10.1257/app.20130537>

APIMF 2020. <http://www.apimfmada.mg/index.php/documentations/15-stat>

Attanasio, O., Augsburg, B., De Haas, R., Fitzsimons, E., & Harmgart, H. (2015). The Impacts of Microfinance : Evidence from Joint-Liability Lending in Mongolia. *American Economic Journal: Applied Economics*, 7(1), 90-122.
<https://doi.org/10.1257/app.20130489>

Banerjee, A., Duflo, E., Glennerster, R., & Kinnan, C. (2015). The Miracle of Microfinance? Evidence from a Randomized Evaluation. *American Economic Journal: Applied Economics*, 7(1), 22-53. <https://doi.org/10.1257/app.20130533>

Banerjee, A., Karlan, D., & Zinman, J. (2015). Six Randomized Evaluations of Microcredit : Introduction and Further Steps. *American Economic Journal: Applied Economics*, 7(1), 1-21. <https://doi.org/10.1257/app.20140287>

Bédécarrats, F., Guérin, I., Morvant-Roux, S., & Roubaud, F. (2019). Estimating microcredit impact with low take-up, contamination and inconsistent data. A replication study of Crépon, Devoto, Duflo, and Pariente (American Economic Journal : Applied Economics, 2015). *International Journal for Re-Views in Empirical Economics*.
<https://doi.org/10.18718/81781.12>

Crépon, B., Devoto, F., Duflo, E., & Parienté, W. (2015). Estimating the Impact of Microcredit on Those Who Take It Up : Evidence from a Randomized Experiment in Morocco. *American Economic Journal: Applied Economics*, 7(1), 123-150.
<https://doi.org/10.1257/app.20130535>

D'Espallier, B., Guérin, I., & Mersland, R. (2011). Women and Repayment in Microfinance : A Global Analysis. *World Development*, 39(5), 758-772.
<https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2010.10.008>

Duflo, E. (2010, janvier 11). Microcrédit, miracle ou désastre ? *Le Monde.fr*.
https://www.lemonde.fr/idees/article/2010/01/11/microcredit-miracle-ou-desastre-par-esther-duflo_1290110_3232.html

- Global Findex 2021. <https://www.worldbank.org/en/publication/globalindex/Data>
- Gubert, F., & Roubaud, F. (2011). *The Impact of Microfinance Loans on Small Informal Enterprises in Madagascar : A Panel Data Analysis* [Working Paper]. World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/27328>
- Guérin, I., Labie, M., & Servet, J.-M. (Éds.). (2015). *The Crises of Microcredit*. Zed Books. <https://doi.org/10.5040/9781350250932>
- Imai, K. S., & Azam, MD. S. (2012). Does Microfinance Reduce Poverty in Bangladesh? New Evidence from Household Panel Data. *The Journal of Development Studies*, 48(5), 633-653. <https://doi.org/10.1080/00220388.2012.661853>
- INSTAT. (s. d.). *INSTAT - Institut National de la Statistique*. Consulté 8 avril 2022, à l'adresse <https://www.instat.mg/>
- Kabeer, N. (2019). Randomized Control Trials and Qualitative Evaluations of a Multifaceted Programme for Women in Extreme Poverty : Empirical Findings and Methodological Reflections. *Journal of Human Development and Capabilities*, 20(2), 197-217. <https://doi.org/10.1080/19452829.2018.1536696>
- Meager, R. (2019). Understanding the Average Impact of Microcredit Expansions : A Bayesian Hierarchical Analysis of Seven Randomized Experiments. *American Economic Journal: Applied Economics*, 11(1), 57-91. <https://doi.org/10.1257/app.20170299>
- Morduch, J. (1999). The Microfinance Promise. *Journal of Economic Literature*, 37(4), 1569-1614. <https://doi.org/10.1257/jel.37.4.1569>
- Morduch, J. (2020). Why RCTs failed to answer the biggest questions about microcredit impact. *World Development*, 127, 104818. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.104818>
- Razafindrakoto, M., Roubaud, F., & Wachsberger, J.-M. (2018). *L'énigme et le paradoxe : Économie politique de Madagascar*. IRD Éditions.
- UNICEF. 2018. "Analyse du Budget des Secteurs Sociaux, 2014-2018."
- UNICEF. 2023. "Budget Brief - Protection Sociale."
- World Bank. 2023. "Madagascar Public Expenditure and Institutional Review: Boosting Infrastructure and Social Service Delivery."
- World Bank. 2024. Mulangu, Francis Muamba; Oviedo Silva, Ana Maria. " Navigating Two Decades of High Poverty and Charting a Course for Change in Madagascar : Poverty and Equity Assessment (English)". Washington, D.C. : World Bank Group.

<http://documents.worldbank.org/curated/en/099021424172020915/P17796818b70320641878f166fa034723ca>

Yunus, M. (1998). *Banker To The Poor*. Penguin Books India.